

# LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

## Le chaos du capitalisme en crise

ADOBE STOCK

- **D'une crise économique à l'autre**
- **Guerre en Ukraine et militarisation**
- **Vague de grèves en Grande-Bretagne**
- **Brésil : Bolsonaro-Lula**
- **L'État chinois et la résurgence de la bourgeoisie**
- **Renault et l'automobile**
- **Les mémoires de Georg Scheuer**

## Au sommaire de ce numéro

Le chaos du capitalisme en crise	1
D'une crise économique à l'autre	4
La guerre en Ukraine accélère la militarisation	9
Une vague de grèves inédite en Grande-Bretagne	14
Brésil: le duel Bolsonaro-Lula	19
L'État chinois et la résurgence de la bourgeoisie (1978-2022)	25
Renault et les grandes manœuvres dans l'automobile	32
Les mémoires de Georg Scheuer	36

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site [www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

## Abonnements pour un an (8 numéros)

### Plis ouverts

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

### Plis fermés

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 — BIC PSSTFRPPPAR



## Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 —  
93501 PANTIN CEDEX

## Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière  
<http://www.lutte-ouvriere.org>  
Site multilingue de l'Union  
communiste internationaliste  
<http://www.union-communiste.org>  
E-mail:  
[contact@union-communiste.org](mailto:contact@union-communiste.org)

## Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement planifiée assurant à

chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fra-

ternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



## Le chaos du capitalisme en crise

**«La bourgeoisie elle-même ne voit pas d'issue» face à la crise de son économie, commentait Trotsky en 1938, dans le *Programme de transition* : «Tous les partis traditionnels du capital se trouvent dans une situation de désarroi qui frise par moment la paralysie de la volonté.» L'époque où le *Programme de transition* fut rédigé était celle de la précédente grande crise, commencée en 1929, dont Trotsky décrivait ainsi les effets : «Les crises conjoncturelles dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit à son tour une crise financière de l'État et sape les systèmes monétaires ébranlés.»**

Trotsky n'était ni devin ni cartomancien pour annoncer ce qui allait se dérouler huit décennies après sa mort!

C'est le capitalisme décadent qui a perduré et qui aujourd'hui bégaie.

On sait comment s'est terminée la crise de 1929 : par la Deuxième Guerre mondiale, avec ses 25 millions de morts sur les champs de bataille, 50 millions en comptant les civils sont morts sous les bombes, de privations, de faim, ou exterminés.

Les bourgeoisies, y compris

celles des plus grands pays impérialistes, ont été aussi désarmées, aussi aveugles à l'époque, aussi désemparées devant la crise de leur propre système qu'elles le sont aujourd'hui.

«Vive le nucléaire, fermez les mines de charbon!», ont-elles dit pendant des années, avant de les rouvrir en urgence.

«Vive la mondialisation», ont-elles répété pendant des années. «Méfions-nous des excès par optimisation des profits», expliquent-elles aujourd'hui.

Lors de leur forum, les ban-

quiers centraux du monde impérialiste – qui sont en quelque sorte les têtes pensantes de la grande bourgeoisie – ont applaudi, il y a un an, le principal d'entre eux, le président de la Fed, la Réserve fédérale américaine, Jerome Powell. Il considérait alors l'inflation comme un phénomène passager et préconisait le maintien des taux d'intérêt au plus bas, mettant à la disposition du grand capital du crédit pas cher, voire gratuit.

À la réunion des mêmes banquiers centraux, cette année



À quel saint se vouer ? Saint-Uranium ou Saint-Éole ?

fin août, le même Powell, toujours président de la Fed, a été applaudi en proposant la fermeté pour augmenter les taux d'intérêt des banques centrales. «Union sacrée des banques centrales contre l'inflation», titrait *Les Échos* du 29 août.

Le seul domaine où il n'y a pas de «paralysie de la volonté», c'est la distribution des dividendes, qui ont battu tous les records cette année.

Il n'y a pas non plus de paralysie de la volonté pour s'attaquer aux conditions d'existence des masses exploitées, en commençant par le chômage, la généralisation de la précarité et la destruction insidieuse ou brutale de tout ce qui dans les services publics concerne les exploités.

Commentant la «*rentrée incertaine de Macron*», *Le Monde* rapporte des réflexions critiques de quelques personnes de l'entourage de Macron, qui lui reprochent un «*manque de projections stratégiques*» ou qui s'agacent «*d'un pouvoir qui patauge*».

L'erreur serait de considérer que le reproche est suscité par la seule personne de Macron ou encore par l'affaiblissement de la position du président de la République que les législatives ont privé d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale.

La personne de Macron a bien peu d'importance. Il «patauge», comme pataugent, chacun à sa manière, ses confrères d'Allemagne, du Royaume-Uni, d'Italie ou d'ailleurs. C'est toute la classe bourgeoise qui patauge, ne maîtrise absolument rien, avec cependant le même cap : «Tant qu'il y a du profit, peu importe». C'est «après nous, le déluge»; ou plutôt «l'aveugle au pistolet» (Chester Himes).

Le même aveuglement prévaut dans le domaine des relations impérialistes. Là encore, on peut se référer à l'image que donnait Trotsky pour son

époque: «*Sous la pression croissante du déclin capitaliste, les antagonismes impérialistes ont atteint la limite au-delà de laquelle les divers conflits et explosions sanglantes (Éthiopie, Espagne, Extrême-Orient, Europe, Europe centrale) doivent infailliblement se confondre en un incendie mondial.*»

Aujourd'hui, la guerre qui focalise l'attention est celle qui oppose la Russie à l'Ukraine soutenue par le camp des puissances impérialistes. Cette guerre elle-même, les sanctions et contre-sanctions qu'elle provoque, la recherche fiévreuse

d'alliances, la course aux armements, témoignent de la même course aveugle vers le chaos.

La bourgeoisie impérialiste fait preuve de la même incapacité à maîtriser les guerres qu'elle a cherchées et qu'elle a contribué à provoquer.

C'est Poutine qui a pris l'initiative d'envahir l'Ukraine, mais c'est l'impérialisme américain qui alimente la guerre et la prolonge. Manifestement, ses dirigeants considèrent avoir tout intérêt à ce qu'elle dure. L'impérialisme américain y a déjà gagné de ressusciter et de renforcer l'Otan, qualifiée par



LANDKAART.ORG

**L'armée éthiopienne qui se battit contre les troupes de Mussolini. La sale conquête de l'Éthiopie en 1935 annonçait, avec bien d'autres conflits, la Deuxième Guerre mondiale.**



AP

**Dans Marioupol bombardée, 23 août 2022. La guerre en Ukraine est d'aussi mauvais augure.**

Macron, il y a peu, « *en état de mort cérébrale* », et aujourd'hui ressuscitée.

C'est également l'impérialisme américain qui tire profit de l'affaiblissement de la Russie, mais aussi des difficultés entraînées par la guerre en Ukraine pour ses alliés et néanmoins concurrents d'Europe, l'Allemagne principalement.

Contrairement aux guerres menées au Vietnam ou, plus récemment, en Afghanistan, les États-Unis n'ont même pas à envoyer des hommes dans cette guerre: ils la mènent avec la peau des Ukrainiens et des Russes. Et les armes généreusement envoyées offrent un nouveau marché pour leurs marchands de canons.

Mais même les États-Unis, la principale puissance impérialiste, ne sont pas sûrs, avec leur politique guerrière, de ne pas se

tirer une balle dans le pied.

Le développement économique du passé et la mondialisation ont tissé tant de liens entre les économies nationales, tant leurs classes dirigeantes sont interpénétrées, rivales et en même temps complices, que bien malin serait celui qui pourrait démêler la question: à qui nuira le plus le jeu des sanctions et contre-sanctions? La seule certitude est que ce sont les moins puissants qui en pâtiront le plus. Mais, comme l'affirme une phrase attribuée à Lénine: « Un capitaliste est prêt à vendre la corde pour le pendre. »

C'est l'ensemble du monde qui est en train de plonger dans un chaos sanglant.

En son temps, Trotsky résumait « *la situation politique mondiale dans son ensemble* » en affirmant qu'elle « *se caractérise avant tout par la crise historique*

*de la direction du prolétariat* ». Depuis, cette « *crise historique de la direction du prolétariat* » s'est achevée par le naufrage complet des directions successives social-démocrate et stalinienne.

La principale, sinon la seule conclusion à en tirer, c'est qu'il faut que le prolétariat, au lieu de chercher à redonner vie aux zombies que sont devenues ses anciennes directions social-démocrate et stalinienne, se donne une nouvelle direction révolutionnaire. Avec pour objectif, non pas d'aménager ou d'améliorer un capitalisme qui sombre dans la crise et dans le sang, mais de renverser le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie sur le monde. Construire ce parti à l'échelle internationale reste la tâche fondamentale de notre époque.

7 septembre 2022



Le 4 mars 1919, l'Internationale communiste. Au fond, assis au bout de la table, Lénine. Sur la droite, les mains posées sur la table, Trotsky.



## D'une crise économique à l'autre

**Cet été, à peine douze mois après la sortie de la paralysie économique liée au Covid, les signes d'un nouveau ralentissement se sont multipliés. À la suite de la montée des prix des matières premières et de la guerre en Ukraine, la croissance de nombre d'économies, telle qu'elle est mesurée par les organismes internationaux, a reculé. La croissance du produit intérieur brut (PIB) des États-Unis, du Royaume-Uni est négative au second trimestre 2022. Celle des États-Unis était déjà négative au premier trimestre, comme l'était alors celle de la France. Selon les calculs du Fonds monétaire international (FMI), et pour ce que ces chiffres valent, c'est l'ensemble du PIB mondial qui aurait reculé au deuxième trimestre 2022.**

### EN AVANT DANS LE MUR

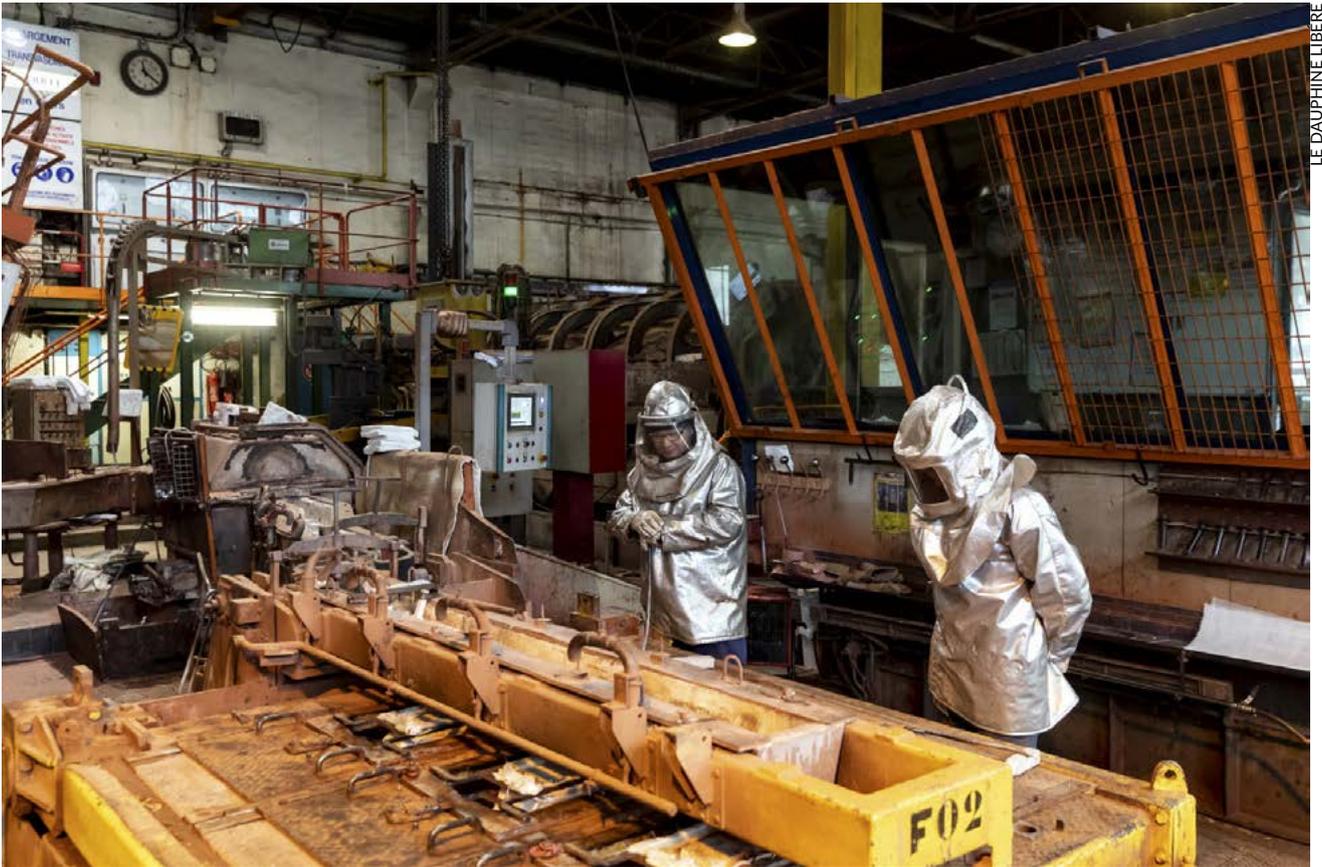
Mais cela pourrait n'être qu'un avant-goût de la crise à venir. Le chef économiste du FMI affirmait ainsi le 26 juillet : « *Il se peut très bien que nous soyons à la veille d'une récession mondiale* ». Si, en octobre dernier, la prévision de croissance du FMI pour l'économie mondiale était de 5,9 % pour 2022, elle n'est plus à ce jour que de 3,2 %. Et pour 2023, le scénario central du FMI (c'est-à-dire l'estimation moyenne, pas la pire) prévoit une croissance de 1 % aux États-Unis et de 1,2 % dans la zone euro, c'est-à-dire des rythmes faibles. Le FMI constate... que l'inflation se généralise, et il approuve les banques centrales qui ont modifié leur politique ces derniers mois pour tenter de la ralentir. Leur principal levier d'action est l'augmentation de leurs taux directeurs, qui orientent les taux d'intérêt sur les marchés financiers, ou qui les suivent, selon les périodes. Selon la théorie qui sous-tend l'action des banques centrales, si les taux d'intérêt

remontent sur les marchés, les entreprises et les ménages empruntent moins, la demande en biens de consommation et en investissement diminue et les prix baissent. La question qui agite les dirigeants des banques centrales est de savoir de combien ils peuvent ou ils doivent remonter leurs taux. Leur priorité affichée est de freiner l'inflation en durcissant les conditions d'accès au crédit des ménages et des entreprises, mais le risque est de refroidir la machine capitaliste au point de la paralyser. Ils cherchent une voie pour « atterrir en douceur », comme ils disent, et ne pas reproduire la situation du début des années 1980. En 1980 et 1981, après des années d'inflation, la banque centrale des États-Unis (la Fed) fit passer ses taux directeurs de 11 % à plus de 20 %. L'effet fut immédiat : l'accès au crédit étant freiné, la masse monétaire en circulation diminua, l'inflation décrut mais l'économie américaine, et celle du monde à sa suite, calèrent. Dans tous les pays industrialisés, en 1982 et 1983, la production chuta

brusquement, comme au début de la crise en 1975. Une nouvelle vague de licenciements frappa la classe ouvrière et l'austérité fut de rigueur pour les couches populaires.

Aujourd'hui, du point de vue des intérêts de la classe capitaliste, les dirigeants des banques centrales ont à choisir entre freiner l'inflation ou soutenir l'activité. Du point de vue de la classe ouvrière et des couches populaires, cette alternative se résume à deux maux : davantage de chômage si l'activité se réduit, ou des revenus amputés si l'inflation se poursuit. Voilà tout ce que peut promettre le système capitaliste.

Si les banques centrales ont finalement décidé de remonter leurs taux, c'est qu'une inflation qui reste durablement à des taux élevés pose des problèmes à la classe capitaliste dans son ensemble. Cette classe fait supporter l'essentiel du poids de la hausse des prix à la classe ouvrière et à la petite bourgeoisie. Mais chaque capitaliste étant à la fois vendeur et acheteur, emprunteur et prêteur, l'instabilité



L'usine Alpine aluminium à Cran-Gevrier (Haute-Savoie).

des prix ralentit les affaires, les rend plus incertaines et moins profitables, comme dans les années 1970. Si, aujourd'hui, les trusts du pétrole et du gaz, des matières premières, si tous ceux qui ont des positions de monopole ou qui peuvent s'entendre affichent des profits records, la hausse des prix pose de nombreux problèmes à d'autres.

Ainsi les industries de transformation métallurgique, les producteurs de zinc, d'aluminium, gros consommateurs d'électricité, ont stoppé ces dernières semaines les usines les moins rentables. Et comme ils anticipent aussi la récession à venir, c'est au total, selon *Les Échos* du 20 août, 50% des capacités de production européennes qui seraient à l'arrêt. Si certaines entreprises, comme ArcelorMittal, ont réussi à compenser le recul de la production en vendant plus cher, annonçant même des bénéfices records, ce n'est pas le cas de toutes.

L'envolée des prix de l'électri-

cité reflète aussi la crise du secteur de l'énergie, qui ne date pas de la guerre en Ukraine mais qui s'approfondit avec la hausse du prix du gaz. Si Poutine coupe le gaz à l'Allemagne, son économie sera en bonne partie à l'arrêt. Cela fait partie du pire scénario envisagé par le FMI. Mais si la guerre aggrave tant les choses, c'est aussi parce que le secteur de l'énergie est un peu partout au bord de l'épuisement, sur fond de sous-investissement généralisé, comme en témoignent en France les centrales nucléaires à bout de course pour beaucoup, à l'arrêt pour une bonne partie d'entre elles, même quand il y a assez d'eau dans les rivières.

#### LES BANQUES CENTRALES DANS LE BROUILLARD

La hausse des taux directeurs soulève des discussions entre les dirigeants des banques centrales, les économistes, les journalistes. Trop ou pas assez,

telle est la question sur laquelle ils s'écharpent. En réalité, personne ne maîtrise grand-chose. Il y a un an, tous pariaient sur le fait que la hausse des prix était transitoire et qu'il n'y avait pas lieu d'intervenir. Un an après, il s'avère qu'elle n'est pas un phénomène transitoire lié au redémarrage de l'économie post-Covid mais un phénomène durable. Les économistes imputent ce phénomène à une « surchauffe » de l'économie, une demande trop forte en biens de consommation et en biens d'investissement.

Mais de quelle surchauffe parlent-ils? Les indicateurs de croissance qu'ils donnent sont au plus bas. Les salaires réels régressent du fait de l'inflation dans les pays industrialisés, obligeant les consommateurs à puiser dans leur épargne. La Chine ne sort pas de la paralysie. Les entreprises diffèrent leurs investissements... En réalité, ils font comme si l'économie était en surchauffe, parce que la hausse des prix s'est impo-

GLOBALPULSE.MAGAZINE.COM



GROSSROOTSLIBERTY.COM

**Baisse des taux, hausse des taux ? La Banque centrale européenne à Francfort (à gauche), la Réserve fédérale des États-Unis à Washington (à droite), comme toutes leurs consœurs, ne savent plus trop sur quel pied danser.**

sée à eux. L'inflation se ramène en premier lieu à la capacité d'une poignée de trusts de sauvegarder leurs marges, voire de les augmenter, en imposant des hausses de prix significatives malgré un recul de leur production, ou grâce à celui-ci. C'est-à-dire qu'elles mènent une politique malthusienne, en particulier dans le cas des trusts du pétrole et du gaz. Dans ces conditions, quelle est l'efficacité de la montée actuelle des taux d'intérêt contre l'inflation ? Ce qui est certain, c'est que la facture est présentée aux couches populaires.

Derrière la remontée des taux, il y a une autre raison que la volonté affichée de lutter contre l'inflation. Il s'agit pour les banques centrales de se donner des moyens d'action face à la crise qui vient. C'est là même un indice de ce que pensent les banques centrales sur la situation économique à relativement court terme. Pour limiter les conséquences des crises, les États et les banques centrales ont pris pour habitude de déverser des quantités toujours plus grandes d'argent dans les circuits financiers, offrant aux capitalistes des liquidités pour qu'ils survivent malgré la crise. La baisse des taux joue ce rôle. Une baisse des taux revient à prêter de l'argent gratuitement, ou presque. En 2001, 2008, 2020, les taux ont

été ramenés à près de zéro dès le déclenchement de la crise. En 2008, la baisse des taux n'a pas suffi. Les banques centrales ont dû inventer d'autres mécanismes pour injecter dans les circuits financiers des centaines de milliards. Depuis 2020 pour la Fed, depuis 2014 pour la Banque centrale européenne (BCE), les taux étaient restés au plus bas. Il semble donc urgent aux dirigeants des banques centrales de les relever avant que la tempête arrive, au risque de la déclencher.

#### DE LA CRISE MONÉTAIRE À LA CRISE DE LA DETTE ?

Pour les États-Unis, la remontée des taux a pour conséquence de faire progresser le dollar face aux autres monnaies, l'euro en particulier qui, facteur aggravant, doit faire face à la guerre en Ukraine et à la hausse des prix du gaz. La hausse du dollar permet aux capitalistes américains de faire baisser le coût des importations et de conforter leurs marges. La baisse de l'euro permet aux industriels européens d'exporter plus facilement mais elle renchérit les importations en dollars, en particulier l'énergie, le pétrole et le gaz, au cœur de l'inflation actuelle. En Europe, la BCE a suivi, avec un temps de retard, en juillet, la remontée des taux de la Fed. Ce

retard peut s'expliquer par le fait qu'en Europe, du fait de l'absence d'unité politique, la BCE doit compter avec les tensions sur la dette de certains pays. En décembre 2021, l'État allemand pouvait emprunter sur les marchés financiers à dix ans à des taux négatifs de -0,38 %. L'État italien empruntait à la même époque à +1,04 %. Pendant que ceux qui prêtaient à l'Allemagne étaient prêts à payer pour cela, l'Italie devait déjà déboursier des intérêts élevés pour chaque emprunt. La remontée des taux à dix ans qu'on peut observer sur les marchés depuis le début de l'année 2022 – signe que les spéculateurs parient sur une dégradation de la conjoncture et sur une inflation qui dure – a amplifié cette divergence : en juillet, l'Allemagne empruntait à dix ans à 1,08 % tandis que l'Italie le faisait à 3,36 %. La charge de la dette italienne a ainsi plus que triplé en quelques mois. Or, le fait que le taux d'endettement de l'Italie soit déjà très élevé remet d'actualité la possibilité d'un emballement de la spéculation sur la dette, comme en 2011. On se doute que la remontée des taux décidée fin juillet par la BCE, qui va encore pousser les taux des marchés à la hausse, a dû être diversement appréciée par le gouvernement allemand et par le gouvernement italien. Pour tenter d'éviter le déchaînement de la spéculation, qui

menacerait la zone euro, la BCE a dû inventer un instrument « antifragmentation », promettant la solidarité européenne aux États en difficulté sur les marchés financiers, sous condition de « discipline budgétaire », ce qui fait dire aux *Échos* que la portée du dispositif est limitée et que les tensions à l'intérieur de la zone euro ne sont pas près de se terminer.

La récession qui vient pourrait donc se conjuguer à une crise de la dette. Un banquier, Nouriel Roubini, affirmait dans *Les Échos* le 14 juillet : « *Les niveaux de dette privée et publique étant passés de 200 % en 1999 à 350 % en part de PIB mondial, une rapide normalisation de la politique monétaire et une hausse des taux d'intérêt pousseront vers la faillite et le défaut de paiement les ménages, entreprises, institutions financières et gouvernements hautement endettés et déjà en difficulté.* » Pour lui, la prochaine crise associera stagflation (stagnation et inflation) et crise de la dette, empêchant les États de recourir à des mesures budgétaires supplémentaires pour soutenir l'économie capitaliste.

L'économie mondiale ne pourra pas non plus s'appuyer sur la Chine, comme elle l'avait fait en 2008, profitant des investissements massifs de l'État chinois dans l'immobilier et les infrastructures. En Chine, la Banque centrale vient de diminuer un peu ses taux, considérant que l'économie chinoise est déjà dans la crise et qu'il faut la relancer. En particulier, au-delà des confinements à répétition, la crise immobilière perdure, ce qui se perçoit par la baisse des prix de l'acier sur les marchés internationaux. Cette crise, conjuguée à la conjoncture mondiale en berne qui prive les entreprises chinoises d'un certain nombre de débouchés, va amener selon le FMI le pays à son niveau de croissance le plus faible depuis quarante ans, hors 2020.

La guerre en Ukraine pèse aussi par le retrait de la Russie du marché mondial et par la crise économique qui s'y propage. Les pays pauvres sont de plus en plus nombreux à demander une aide au FMI, une aide que les peuples paieront cher. Dernier en date, le Bangladesh a demandé 4,5 milliards de dollars. Le Sri Lanka est en défaut de paiement, la Tunisie négocie un programme d'aide, le Ghana vient officiellement de demander du secours, et le Pakistan et le Laos sont eux aussi en difficulté. La reprise économique en sortie du Covid n'aura duré que quelques mois pour les pays industrialisés. Et elle a été inexistante pour de nombreux pays, qui sont passés directement de la crise sanitaire à la famine et à la faillite économique.

Le capitalisme, qui régule l'activité humaine par le profit et les marchés, démontre encore une fois, avec la peau des peuples, quelle impasse il représente pour l'humanité.

### EMPLOIS, INFLATION, SALAIRES

Pour justifier la dernière remontée, limitée, des taux de la Fed, Jérôme Powell, son président, affirmait que, bien que leur PIB recule, les États-Unis n'étaient pas en récession. Il avançait comme preuve le grand nombre d'emplois créés par l'économie américaine et le fait que celle-ci flirte avec le plein-emploi. Aux États-Unis, le plein-emploi n'est une réalité que dans les statistiques. 99,8 millions de personnes de plus de 16 ans sont exclues des statistiques du chômage, 5 millions de plus qu'à la veille de la crise sanitaire, considérées comme *non labour force* (population non active). En réalité, le taux d'emploi aux États-Unis, 60,2 %, arrive progressivement à celui de début 2020.

Aux États-Unis, en France, en

Allemagne, en Espagne, en Italie, l'économie capitaliste rattrape progressivement le niveau d'emploi d'avant la crise sanitaire. Mais les salaires n'augmentent pas, ils reculent même. Selon les derniers chiffres de la Dares (service de statistique qui dépend du ministère du Travail), le salaire moyen de base a perdu en France 3 % de sa valeur réelle sur un an. Aux États-Unis, les salaires horaires ont augmenté en juillet sur un an de 5,2 % alors que l'inflation annuelle s'élève à 8,8 % ; le recul du salaire horaire réel non agricole est de 1,7 % sur un an. N'en déplaise à un certain nombre de professeurs d'économie et de journalistes, le chômage baisse, mais les salaires reculent, à l'inverse de leurs théories.

C'est qu'il n'y a pas de lien automatique entre emplois et salaires, et il n'y en a pas plus entre salaires et inflation. En dehors des situations de monopole, les prix des marchandises représentent la quantité de travail socialement nécessaire à leur production. La répartition de cette valeur entre salaires et profits dépend du rapport de force entre les classes sociales, en particulier de la capacité pour les travailleurs de s'opposer aux capitalistes pour imposer des salaires plus élevés. C'est ce rapport de force qui fixe le taux d'exploitation, c'est-à-dire la proportion de quantité de travail que volent les capitalistes aux travailleurs. La baisse du chômage n'est donc pas une condition nécessaire et suffisante à la hausse des salaires, d'autant plus que les effectifs des demandeurs d'emploi, officiels et non officiels, de l'armée industrielle de réserve, restent très nombreux et relativisent cette baisse du chômage. D'autant plus encore que les gouvernements se chargent de faire pression sur les chômeurs pour qu'ils acceptent les salaires que les patrons sont prêts à payer, en témoignent les réformes du chômage qui durcissent les

conditions d'indemnisation.

Il n'y a pas plus de lien automatique entre emploi et inflation qu'entre inflation et salaires. Encore une fois, « *la chose se réduit à la question du rapport des forces des combattants* », comme écrivait Marx<sup>1</sup>. La lutte de classe est aujourd'hui d'autant plus tendue qu'elle se fait dans un contexte où la productivité du travail progresse de plus en plus lentement. Les emplois créés dans les pays riches le sont dans le tertiaire, dans des secteurs où cet accroissement de la productivité du travail est moindre, en particulier dans les services à la personne et aux entreprises. Et ils le sont avec des salaires réels toujours plus bas. Les salaires bas deviennent la condition des emplois. C'est d'ailleurs une tendance de fond. Dans ce monde capitaliste où les marchés restent globalement saturés depuis la fin des années 1960, où les capitaux se détournent de la production pour aller dans la finance, le ralentissement des progrès de la productivité du travail est une constante. Dans ces conditions, la classe capitaliste ne maintient ses profits qu'en étant en permanence à l'offensive contre les travailleurs, en faisant pression sur les salaires mais aussi pour accaparer toutes les richesses, tous les secteurs qui lui échappent encore.

C'est pourquoi, tout en luttant pour les salaires et les emplois,



BANQUE ALIMENTAIRE-RONCQ.FR

**De crise en crise, de plus en plus de travailleurs, de chômeurs doivent avoir recours aux organismes solidaires.**

les travailleurs « *ne doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets, qu'ils ne peuvent que retenir le mouvement descendant, mais non en changer la direction, qu'ils n'appliquent que des palliatifs, mais sans guérir le mal. Ils ne doivent donc pas se laisser absorber exclusivement par les escarmouches inévitables que font naître sans cesse les empiétements ininterrompus du capital ou les variations du marché. Il faut qu'ils comprennent*

*que le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les conditions matérielles et les formes sociales nécessaires pour la transformation économique de la société. Au lieu du mot d'ordre conservateur : "Un salaire équitable pour une journée de travail équitable", ils doivent inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire : "Abolition du salariat".* »<sup>2</sup>

6 septembre 2022

1 Karl Marx, *Salaires, prix et profit*, 1865.

2 Ibid.



Eurosatory 2022 : des véhicules blindés français.

## La guerre en Ukraine accélère la militarisation

**La guerre en Ukraine accélère la militarisation de l'Europe. Tragédie pour les populations ukrainienne et russe qui ont déjà payé cette guerre de 30 000 morts, elle est une aubaine pour les militaires et les marchands d'armes. Première guerre dite «de haute intensité» en Europe depuis 1945, sur un front de plus de 1 000 kilomètres, elle permet aux militaires de tester leurs matériels, de valider ou adapter leurs doctrines d'utilisation. Elle offre un marché inespéré pour les marchands d'armes appelés à fournir munitions et missiles, drones ou chars détruits en grande quantité. Elle accélère la hausse des budgets militaires de tous les États.**

### UNE MILITARISATION ENGAGÉE AVANT LA GUERRE EN UKRAINE

La hausse des dépenses militaires dans le monde était engagée avant l'invasion russe de l'Ukraine. Selon le dernier rapport du Sipri, l'Institut international pour la paix de Stockholm, publié le 25 avril, les dépenses militaires dans le monde ont dépassé en 2021, pour la première fois, la barre des 2 000 milliards de dollars, avec 2 113 milliards de dollars, soit 2,2% du PIB mondial. C'est la septième année consécutive de hausse des dépenses militaires dans le monde selon ce rapport, qui précise : « *Malgré les conséquences économiques de la pandémie de Covid-19, les dépenses militaires mondiales ont atteint des niveaux records.* »

Si la Russie, présentée comme le seul agresseur et va-t-en-guerre, a augmenté son budget militaire en 2021, qui atteint 66 milliards de dollars et 4% de son PIB, elle n'arrive qu'en cinquième position dans le classement des puissances les

plus dépensières, derrière les États-Unis, la Chine, l'Inde et la Grande-Bretagne.

En Grande-Bretagne, avec 68,3 milliards de dollars, les dépenses militaires sont en hausse de 11,1%. Après le Brexit, Boris Johnson a multiplié les investissements, en particulier dans la marine. Peu avant sa démission, il affirmait vouloir restaurer l'impérialisme britannique en tant que « première puissance navale en Europe » et marquait à la culotte les autres puissances impérialistes du continent. Il a été l'un des premiers dirigeants européens à se rendre à Kiev pour afficher son soutien à Zelensky. Toute une brochette de politiciens britanniques milite pour que les dépenses militaires augmentent plus vite encore dans les années à venir. Ainsi, Nile Gardiner, ancien collaborateur de Thatcher, affirmait en mars au *Daily Express* : « *Les dépenses de défense devraient doubler, de deux à quatre pour cent [du PIB] dans les années à venir si la Grande-Bretagne veut sérieusement redevenir une puissance mondiale.* »

Johnson a renforcé par divers canaux sa coopération militaire avec les États-Unis. Ces liens étroits entre les impérialismes britannique et américain ont été illustrés par l'alliance Aukus (acronyme anglais pour Australie, Royaume-Uni et États-Unis) contre la Chine. Cette alliance s'est concrétisée par la commande australienne de huit sous-marins à propulsion nucléaire, pour la somme de 128 milliards de dollars. Déjà en hausse de 4% en 2021 par rapport à 2020, les dépenses militaires de l'Australie sont donc appelées à augmenter. C'est aussi la politique occidentale agressive vis-à-vis de la Chine, et les pressions américaines, qui ont poussé le Japon à dépenser 7 milliards de dollars de plus en 2021 pour ses armées, la plus forte hausse depuis 1972.

Selon le rapport du Sipri, dès 2021, donc avant la guerre en Ukraine, huit pays européens membres de l'Otan avaient porté leurs dépenses militaires à 2% de leur PIB, ce que réclament depuis longtemps les États-Unis à leurs alliés. Avec 56,6 mil-



Des chars américains arrivent en Lituanie, près de la frontière avec la Biélorussie, dans le cadre de l'Otan (21 octobre 2019).

liards de dollars (51 milliards d'euros) dépensés en 2021, la France est passée de la huitième à la sixième place des États pour leurs dépenses en armement. La loi de programmation militaire 2019-2025 avait déjà prévu un budget de 295 milliards d'euros sur six ans, pour arriver à plus de 2,5 % du PIB en 2025.

La guerre en Ukraine a donc éclaté dans ce contexte d'augmentation générale des dépenses d'armement, qu'elle ne peut qu'accélérer et renforcer.

## LES LEÇONS DE LA GUERRE EN UKRAINE

Pour les états-majors et les experts, la guerre en Ukraine n'est pas une tragédie mais d'abord un formidable terrain d'expérimentation des matériels de guerre et des conditions de leur mise en œuvre. Chaque épisode – offensive contrariée des armées russes au début de la guerre, retrait du nord de l'Ukraine puis offensive dans le Donbass, destruction méthodique des villes – et les diverses façons d'utiliser l'artillerie, les drones, l'aviation, les moyens de communication et de renseignement sont étudiés pour en tirer le maximum de leçons. Depuis six mois, des milliers d'experts et d'ingénieurs chez

Thales, Dassault, Nexter, MBDA (ex-Matra), Naval Group ou chez leurs concurrents américains Lockheed Martin, Boeing ou Northrop Grumman, étudient en détail comment cette guerre met en lumière « *la numérisation du champ de bataille, les besoins de munitions guidées, le rôle crucial du secteur spatial, le recours accru aux drones, robotisation, cybersécurité, etc.* » (*Les Échos* du 13 juin 2022). Ces experts ont confronté leurs points de vue et leurs solutions technologiques à l'occasion de l'immense salon de l'armement et de la sécurité qui a réuni, début juin à Satory en région parisienne, 1 500 marchands d'armes venus du monde entier. Un record historique, paraît-il !

Les leçons de la guerre en Ukraine ne sont pas seulement technologiques. Comme l'écrivait le journal *Les Échos* du 1er avril 2022, « *la guerre entre grands États est de retour en Europe* ». Cette guerre n'a plus rien à voir avec « *les "petites guerres" comme celles de Bosnie ou du Kosovo, ni les opérations extérieures contre des groupes terroristes (Al Qaida, Daech) ou des États effondrés (Libye, 2011)* ». Pour les militaires, cette guerre n'est plus « *une guerre échantillonnaire mais une guerre de masse* », tant du point de vue du nombre de soldats tués ou bles-

sés au combat que du nombre de munitions tirées et du matériel détruit.

Entre février et juin, selon les estimations réalisées malgré la censure et les mensonges de chaque camp, cette guerre aurait fait 30 000 morts russes et ukrainiens, plusieurs centaines par jour. L'Ukraine rappelle que la guerre est une boucherie, que les combats exigent sans cesse leur chair à canon, avec des soldats qui pourrissent et meurent dans des tranchées, brûlent dans des chars ou sont tués ou estropiés par des obus et des missiles. Leur guerre « de haute intensité », c'est avant tout des morts, parmi les militaires comme les civils. Préparer les esprits à accepter de « mourir pour nos valeurs démocratiques », autre déclinaison du « mourir pour la patrie », est l'un des objectifs de la propagande des gouvernements occidentaux qui mettent en scène la guerre en Ukraine.

Côté matériel, les armées russes ont perdu plusieurs centaines de chars. Les États-Unis et leurs alliés ont livré plusieurs dizaines de milliers de missiles sol-sol ou sol-air de type Javelin ou Stinger, à 75 000 dollars pièce. Une semaine après le début de l'invasion russe, le colonel en retraite Michel Goya, auteur d'ouvrages sur les guerres contemporaines, écrivait : « *L'armée de terre française n'aurait plus aucun équipement majeur au bout de quarante jours* » (véhicules de combat, pièces d'artillerie...). La conclusion de tous ces gens-là est évidente, unanime : il faut « *des forces plus nombreuses, plus lourdement équipées [qui] exigeront des budgets de défense accrus* » (*Les Échos*, 1<sup>er</sup> avril 2022). Augmenter les budgets militaires, drainer toujours plus d'argent public vers l'industrie militaire ou sécuritaire, c'est à quoi s'emploient les ministres et les parlementaires, de tous les partis, depuis des années.

## DES COMPLEXES MILITARO-INDUSTRIELS CONCURRENTS

La guerre en Ukraine, avec l'augmentation spectaculaire des budgets militaires qu'elle accélère, est une aubaine pour les marchands d'armes. Mais elle intensifie en même temps la guerre que se livrent ces industriels. L'annonce par le chancelier allemand, fin février, d'un emprunt de 100 milliards d'euros pour remettre à niveau la Bundeswehr, autrement dit pour réarmer l'Allemagne, a déclenché des polémiques dans l'Union européenne. Le journal *Les Échos* du 30 mai constatait avec dépit : « *L'armée allemande a annoncé une liste de courses longue comme le bras, qui bénéficiera essentiellement aux industries américaines : achat de F-35 à Lockheed Martin, d'hélicoptères Chinook à Boeing, d'avions P8 à Boeing, de boucliers antimissiles à Israël, etc.* » Au grand dam des militaristes tricolores ou europhiles, le complexe militaro-industriel américain profitera bien davantage des commandes allemandes que les divers marchands de mort européens.

Il en est ainsi depuis la naissance de l'Union européenne : il n'y a pas une « défense européenne » commune car il n'y a pas un impérialisme européen unique, avec un appareil d'État unique défendant les intérêts fondamentaux d'une grande bourgeoisie européenne. Il y a des impérialismes européens concurrents, représentant des capitalistes nationaux, aux intérêts économiques complexes, parfois communs, souvent opposés. L'impérialisme britannique est plus atlantiste que les autres puissances européennes et très tourné vers son vaste ex-empire colonial. L'impérialisme français a développé ses armées et sa marine pour assurer sa mainmise sur son pré carré ex-colonial, en particu-



THERMOTÉKNIK

**Même quand ils ont des équipements de plus en plus technologiques, popularisés par les jeux vidéo, les soldats continuent de mourir à la guerre.**

lier en Afrique. L'impérialisme allemand, qui s'est retranché pendant des décennies derrière la contrition à l'égard des années hitlériennes pour limiter ses dépenses militaires, en se plaçant sous l'égide de l'Otan et des États-Unis, a pu consacrer les sommes économisées à son développement économique en Europe centrale et orientale. Les interventions militaires ou diplomatiques n'étant que la continuation des tractations et des rivalités commerciales et économiques, il n'a jamais pu y avoir de défense européenne commune.

Les rivalités permanentes entre Dassault, Airbus, BAE, Safran ont empêché la construction d'un avion de combat européen. La prépondérance des États-Unis dans l'Otan et leur rôle majeur en Europe de l'Est et dans la guerre en Ukraine renforcent encore les chances du secteur militaro-industriel américain d'emporter les futurs marchés. Ces industriels américains vendent 54 % du matériel militaire dans le monde et réalisent 29 % des exportations. L'aubaine constituée par les futures dépenses va aiguïser les appétits et les rivalités.

Bien sûr, les diverses instances européennes s'agitent pour essayer de ne pas céder

tout le terrain aux Américains. Ainsi, le commissaire européen au Commerce et ex-ministre français de l'Économie, Thierry Breton, vient de débloquent 6 milliards d'euros pour accélérer le lancement de 250 satellites de communication de basse orbite, indispensables pour disposer d'un réseau de communication et de renseignement européen. Jusqu'à présent, les diverses armées européennes sont dépendantes des États-Unis pour leurs renseignements militaires, y compris sur le sol européen.

À ce jour, chaque pays européen envoie en Ukraine ses propres armes, plus ou moins compatibles entre elles, selon son propre calendrier et sa volonté politique. Les champs de bataille du Donbass servent de terrain de démonstration pour les canons automoteurs français Caesar, dont les journaux télévisés vantent régulièrement les mérites, et les chars allemands Gepard, anciens, ou Leopard, plus récents. La seule intervention commune de l'Union européenne a été le déblocage d'une enveloppe de financement des livraisons d'armes à l'Ukraine, d'un montant de 5,6 milliards sur six ans, dans laquelle chaque État membre peut puiser. C'est une façon de faciliter l'envoi



Un des canons Caesar construits par Nexter et fournis à l'Ukraine par Macron.

d'armes en Ukraine aux pays de l'UE les moins riches. Avec l'hypocrisie commune aux fauteurs de guerre, les dirigeants de l'UE ont appelé cette enveloppe « la facilité européenne pour la paix » !

## VERS UNE ÉCONOMIE DE GUERRE ?

Pour passer d'une « guerre échantillonnaire » à une « guerre de masse », la production d'armes doit changer d'échelle. Pour ne parler que d'eux, les fameux canons Caesar de 155 millimètres sont produits en nombre réduit, une grosse dizaine par an, dans les usines Nexter de Bourges, pour la somme de 5 millions d'euros l'unité. Pour en livrer une douzaine à l'Ukraine, le gouvernement a dû les prélever sur la dotation de l'armée française, qui n'en a plus que 64 en service. Juste avant le début de la guerre en Ukraine, Hervé Grandjean, le porte-parole des armées, rappelait les objectifs de l'armée française pour 2025 : « 200 chars Leclerc, dont 80 rénovés, 135 blindés Jaguar, 3 300 blindés légers, 147 hélicoptères de reconnaissance et d'attaque dont 67 Tigre, 115 hélicoptères de manœuvre, 109 canons de 155 et 20 drones tactiques notamment ». En comparaison, et même si les chars des différentes armées n'ont ni

les mêmes caractéristiques ni la même valeur, en trois mois de guerre en Ukraine, plus de 600 chars russes ont été détruits ou mis hors service.

La guerre en Ukraine devrait donc permettre aux militaires d'obtenir davantage de coûteux joujoux. Ils ont reçu le soutien inconditionnel du président de la Cour des comptes, l'ex-socialiste Pierre Moscovici, pour qui « *l'aptitude des armées à conduire dans la durée un combat de haute intensité n'est pas encore restaurée* ». Et dans son discours du 14 juillet, Macron a confirmé une rallonge de 3 milliards d'euros par an pour le budget de l'armée. Mais pour rééquiper en masse les armées européennes, il faut que les capacités de production suivent. Le 13 juin, *Le Monde* titrait : « Le ministère de la Défense réfléchit à réquisitionner du matériel du secteur civil pour refaire ses stocks d'armes », et précisait : « *L'État pourrait demander à une PME de mécanique de précision qui ne travaille pas pour le secteur de la défense de se mettre à disposition d'un industriel de l'armement pour accélérer ses cadences.* » Et comme toujours, l'État s'apprête à prendre en charge lui-même « *les capacités de production de certaines PME de la défense, en payant par exemple des machines-outils* ». Les capitalistes n'étant jamais si bien servis que par eux-mêmes,

le chef de l'UIMM, le syndicat des patrons de la métallurgie, est désormais Éric Trappier, le PDG de Dassault.

Produire plus massivement du matériel militaire coûtera des dizaines, et même des centaines, de milliards d'euros par an. Il ne suffira pas de réduire encore plus les budgets de la santé ou de l'école. Les sommes engagées seront d'un tout autre niveau. Pour y faire face, les États devront s'endetter à une échelle supérieure. Les gouvernements européens n'ont peut-être pas encore explicitement décidé un tel tournant vers la production en masse de ce matériel militaire, mais les plus lucides de leurs intellectuels s'y préparent. L'économiste et banquier Patrick Artus envisageait dans *Les Échos* du 8 avril le passage à une telle « économie de guerre ». Pour lui, cela aurait trois conséquences : une hausse des dépenses publiques financées par le déficit du budget de l'État avec le soutien des banques centrales ; une forte inflation à cause de la forte demande en énergie et en métaux parce que les dépenses militaires et d'infrastructures augmentent ; enfin la rupture des interdépendances entre les économies des différents pays à cause des ruptures dans les voies d'approvisionnement.

Avant même que les économies européennes ne soient devenues « des économies de guerre », les dépenses publiques au service des capitalistes ne cessent d'augmenter, l'inflation revient en force, aggravée par la spéculation sur les pénuries ou les difficultés d'approvisionnement de telle ou telle matière première. L'économie capitaliste est dans une impasse. Elle est incapable de surmonter les contradictions qui la tenaillent, et se heurte une fois de plus aux limites du marché solvable et à la concurrence entre capitalistes, qui engendrent les rivalités entre les puissances

impérialistes; à la destruction des ressources; et à son incapacité génétique d'en planifier l'utilisation rationnelle au service de l'humanité. La course au militarisme est inexorable, car elle est la seule réponse à cette impasse qui soit envisageable par la grande bourgeoisie. Cela ne dépend absolument pas de la couleur politique de ceux qui dirigent les gouvernements. Le militarisme est inscrit dans les gènes du capitalisme.

### LE MILITARISME, UNE FUITE EN AVANT INEXORABLE

Il y a plus d'un siècle, Rosa Luxemburg notait que le militarisme avait accompagné toutes les phases d'accumulation du capitalisme: «*Il est pour le capital un moyen privilégié de réaliser la plus-value.*» Dans toutes les périodes de crise, quand la rivalité entre groupes de capitalistes pour s'approprier marchés et matières premières se tend, quand le marché solvable se rétrécit, le militarisme a toujours représenté un «*champ d'accumulation*» idéal pour les capitalistes. C'est un marché régulier, quasi illimité et protégé: «*L'industrie des armements est douée d'une capacité d'expansion illimitée, [...] d'une régularité presque automatique, d'une croissance rythmique*» (*L'accumulation du capital*, 1913). Pour

la société dans son ensemble, le militarisme est un immense gâchis de force de travail et de ressources, et une fuite en avant vers la guerre généralisée.

Pour les travailleurs, le militarisme est d'abord un vol à grande échelle des fruits de leur travail. La production en masse de matériel de destruction massive, ce sont des impôts de plus en plus écrasants pour les classes populaires qui vont réduire leur pouvoir d'achat, ce sont des hôpitaux fermés, des écoles surchargées, des enseignants en sous-effectif, des transports dégradés, c'est un budget de l'État écrasé par la charge de la dette. Pour la jeunesse, le militarisme, c'est le retour au service militaire, volontaire ou forcé, c'est l'embrigadement derrière le nationalisme, l'utilisation de la guerre en Ukraine pour redonner «*le sens du tragique et de l'histoire*», selon la formule du chef d'état-major des armées, Thierry Burkhard.

L'évolution ultime du militarisme, c'est la guerre généralisée avec la mobilisation générale de millions de combattants, la militarisation de la production, la destruction méthodique de pays entiers, de villes, d'infrastructures, de forces productives immenses, de vies humaines innombrables. La guerre en Ukraine, après celles en Irak, en Syrie, au Yémen et ailleurs, donne un petit aperçu de cette barbarie. La seule voie pour évi-

ter une barbarie plus grande encore, qui frapperait l'ensemble des pays de la planète, c'est d'arracher aux capitalistes la direction de la société.

Un an avant l'éclatement de la Première Guerre mondiale, Rosa Luxemburg concluait son chapitre sur le militarisme par la phrase: «*À un certain degré de développement, la contradiction [du capitalisme] ne peut être résolue que par l'application des principes du socialisme, c'est-à-dire par une forme économique qui est par définition une forme mondiale, un système harmonieux en lui-même, fondé non sur l'accumulation mais sur la satisfaction des besoins de l'humanité travailleuse et donc sur l'épanouissement de toutes les forces productives de la terre.*» Ni Rosa Luxemburg, ni Lénine, ni aucun des dirigeants de la Deuxième Internationale restés marxistes, c'est-à-dire communistes, révolutionnaires et internationalistes, n'ont pu empêcher l'éclatement de la guerre mondiale et la transformation de l'Europe en un gigantesque champ de bataille sanglant. Mais cette guerre a engendré la plus grande vague révolutionnaire de l'histoire au cours de laquelle les soldats, ouvriers et paysans insurgés ont mis un terme à la guerre et menacé sérieusement la domination du capital sur la société. L'issue est de ce côté-là.

2 septembre 2022

**En novembre 1918, après quatre ans de guerre, les marins allemands se révoltent et déclenchent la révolution dans tout le pays.**

**Sur la pancarte: «*Conseil de soldats du navire de guerre Prinzregent Luitpold. Vive la république socialiste.*»**



BUNDESARCHIV



## Une vague de grèves inédite en Grande-Bretagne

**Depuis le mois de juin, la Grande-Bretagne est traversée par une vague de grèves comme le pays n'en avait pas connu depuis les gouvernements Thatcher, dans les années 1980. Dans les chemins de fer, le métro, à la Poste, dans des ports, des entrepôts Amazon, et bien d'autres entreprises, des centaines de milliers de travailleurs ont fait plusieurs jours de grève. Nous revenons ici sur les origines de ce mouvement, ses principales caractéristiques, ses limites aussi et ses perspectives.**

### LA CLASSE OUVRIÈRE BRITANNIQUE PAUPÉRISÉE

La plupart des grèves en cours portent sur les salaires. L'inflation est aujourd'hui de 12 %, le taux le plus élevé des pays riches et, d'après les prévisions du groupe bancaire Citi, elle devrait dépasser 18 % en janvier 2023. En particulier, les prix de l'énergie explosent. L'Ofgem, l'organisme censé les réguler, vient de revoir à la hausse le plafonnement des dépenses de gaz et d'électricité domestiques. Ayant peu augmenté depuis des années, le plafond annuel était passé, pour un foyer moyen, à 1 277 livres sterling en octobre 2021. Il est aujourd'hui de 1 971 livres (+54 %), et à partir du 1<sup>er</sup> octobre il devrait passer à 2 500 livres par an, soit 245 euros par mois, alors que des sommes encore supérieures ont été envisagées. Les prix de l'alimentation augmentent également en flèche, comme ceux du lait (+26 %), du beurre (+21 %), de la farine (+19 %) ou encore des pâtes (+16 %). L'hiver dernier, 38 % des Britanniques disaient déjà devoir économiser sur le chauffage.

Aujourd'hui, des millions de personnes supplémentaires redoutent de devoir choisir entre se nourrir correctement et se chauffer, et les banques alimentaires sont débordées. En octobre, plus de huit millions de foyers, soit un tiers des familles, auront du mal à payer leur facture d'énergie. Des dizaines de milliers d'écoles ou d'hôpitaux, qui ne bénéficient d'aucun plafonnement, auront également d'énormes difficultés à payer leurs factures. Ces hausses de prix, pour lesquelles « la guerre de Poutine » est le prétexte classique, sont essentiellement dues à la spéculation à laquelle se livrent les grandes entreprises de l'énergie et de l'agroalimentaire. Les multinationales britanniques y figurent en bonne place. Par exemple, le pétrolier Shell a annoncé des profits records de 11,4 milliards de dollars au second trimestre, promettant d'en donner plus de la moitié à ses actionnaires. Centrica, le propriétaire de British Gas, a annoncé un profit de 1,3 milliard de livres au cours du premier semestre. C'est sur le dos des travailleurs et des usagers que ces profits records sont réalisés.

### DES GRÈVES MULTIPLES

Les grèves qui ont été organisées depuis le mois de juin ont en commun d'avoir porté sur les augmentations de salaires, et d'avoir été massivement suivies par les salariés concernés. Depuis les années Thatcher, la législation sur l'exercice du droit de grève en Grande-Bretagne est restrictive. Ainsi, pour poser un préavis de grève, un syndicat doit organiser un scrutin par voie postale parmi ses membres, dont la liste doit avoir été transmise à l'employeur, qui peut la vérifier et la contester. Selon les secteurs, au moins 40 % ou 50 % doivent participer au scrutin, et une majorité des votants doivent se prononcer pour la grève, sinon celle-ci n'est pas légale. Les préavis sont d'au moins deux semaines et les grèves de solidarité, en soutien à une autre catégorie de travailleurs, ne sont pas légales. Les injonctions judiciaires visant à empêcher une grève sont fréquentes, voire efficaces. Les défaites successives des années 1980 ont affaibli le mouvement ouvrier dans son ensemble, et pas seulement les syndicats. La



Travailleuse de Royal Mail devant la poste de Whitechapel à Londres.

durée du travail a augmenté, la précarité s'est généralisée, et le droit du travail est souvent une fable. Un certain nombre de travailleurs ont maintenant des contrats « zéro heure », qui les obligent à être disponibles pour un patron qui ne s'engage pas à les faire travailler. Le soutien des travailleurs aux consultations organisées depuis trois mois est donc d'autant plus significatif.

C'est dans les chemins de fer que les premières grèves ont été organisées. Il s'agit des premières grèves nationales depuis 1989. Quand le syndicat majoritaire, RMT, a consulté ses membres pour une action demandant des augmentations de salaires, 71 % des 40 000 syndiqués ont pris part au vote, et 89 % des votants se sont prononcés pour la grève. Les 21, 23 et 25 juin, le trafic a été paralysé et la plupart des gares sont restées fermées. D'autres journées de grève ont été organisées en juillet et en août, à chaque fois avec le même succès.

Les dockers de Felixstowe, un port du sud-est de l'Angleterre par lequel transitent 48 % des conteneurs du pays, ont été en grève du 20 au 28 août, pour la première fois depuis 1989. Le

conglomérat qui gère le port, CK Hutchinson, a réalisé un bénéfice de 79 millions de livres en 2021, dont plus de la moitié ont été redistribués aux actionnaires. Les dockers ne voyaient donc pas pourquoi ils auraient dû accepter l'offre de 7 % d'augmentation faite par la direction, qui revient à une baisse de 3 % du salaire réel. La proposition d'une prime de 500 livres n'a pas suffi à les amadouer... et la visite du PDG sur le piquet de grève n'a fait que jeter de l'huile sur le feu. La direction refusant toute concession, la grève pourrait reprendre à l'automne. Les dockers de Liverpool ont également voté pour la grève.

Enfin, les 26 août, 8 et 9 septembre, ce sont 115 000 postiers qui ont fait grève, dans le cadre de leur première grève nationale depuis 2009. Les travailleurs de l'entreprise privée Royal Mail, chargés du tri et de la distribution du courrier, rejettent en bloc les 2 % d'augmentation que la direction a osé leur proposer, alors que les actionnaires ont empoché 400 millions de livres en 2021. Au-delà des revendications salariales, c'est tout un ras-le-bol sur la précarisation de l'emploi et la dégradation des conditions de travail qui

s'exprime. Le 26 août, les travailleurs des bureaux de poste, qui considèrent les 5 % avancés par la direction du Post Office comme une aumône inacceptable, ont également fait grève. Quelque 40 000 travailleurs des télécommunications et des centres d'appel ont également fait grève les 29 juillet, 1<sup>er</sup>, 30 et 31 août.

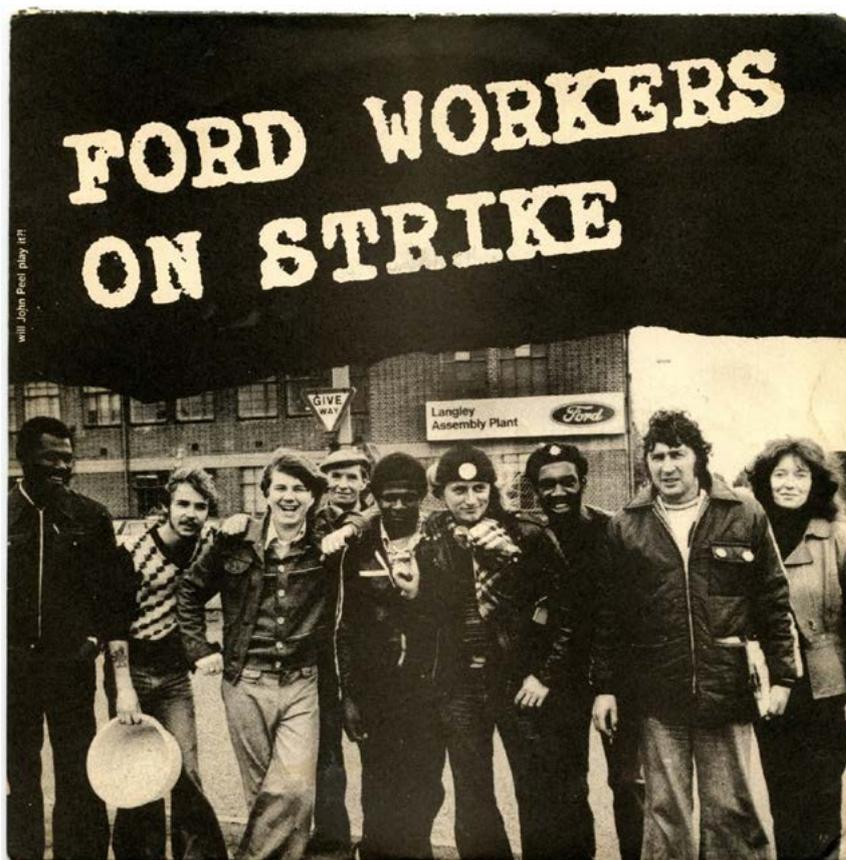
Dans plusieurs autres secteurs, les travailleurs ont voté pour la grève ou sont en train de le faire : les enseignants, les assistants d'éducation, les travailleurs du système de santé, les employés territoriaux, ainsi que dans différentes entreprises du secteur privé. À chaque fois que les syndicats consultent leurs adhérents sur le recours à la grève, il est adopté à une majorité écrasante. Car si les grèves dans les transports cet été n'ont pas permis d'obtenir gain de cause, le fait qu'elles aient été massivement suivies encourage manifestement de nouvelles catégories de salariés à se mobiliser. Même les avocats pénalistes, qui revendiquent une revalorisation de l'aide légale, ont voté pour une grève illimitée, à partir du 5 septembre.

Signe que le mécontentement est fort, des grèves « sauvages », c'est-à-dire organisées hors du cadre légal contraignant, se sont produites dans des secteurs où les syndicats sont moins présents. Chez Amazon, notamment dans un entrepôt à Tilbury dans l'Essex, des travailleurs ont cessé le travail, refusant les hausses de salaires de 35 pence de l'heure (70 euros par mois) proposées par la direction, alors que l'entreprise vient de faire 20 milliards de livres (24 milliards d'euros) de chiffre d'affaires au Royaume-Uni en un semestre. Ils réclament 2 livres de plus par heure, soit 400 euros par mois. Dans le raffinage et le bâtiment, d'autres grèves sauvages se sont produites en août. Ces différentes grèves ne forment pas un mouvement d'en-

semble, mais leur multiplication et le fait qu'elles soient suivies, y compris dans des secteurs qui ne font jamais grève, créent une effervescence, un climat susceptible de favoriser l'entrée en lutte de nouvelles catégories de travailleurs.

### LA COMBATIVITÉ DES GRÉVISTES, LES ENTRAVES DES DIRECTIONS SYNDICALES

Depuis le début, les directions syndicales mènent ces grèves à leur façon, bureaucratique, se limitant à des journées espacées et en ordre dispersé. Dans les chemins de fer, trois syndicats coexistent, avec chacun leurs journées d'action et leurs mots d'ordre: le RMT, ASLEF et TSSA. Le RMT a une image de syndicat combatif, et son secrétaire Mick Lynch est devenu la figure la plus en vue du mouvement en cours. Il n'est pas lié au Parti travailliste, ne mâche pas ses mots, et sa formule « *la classe ouvrière est de retour* » est largement reprise. Mais il a appelé les cheminots à faire grève les 21, 23, 25 juin, puis le 27 juillet, les 18 et 20 août, les 15 et 17 septembre, avec des négociations entre chaque séquence. Le syndicat ASLEF, qui organise environ 20 000 conducteurs de train (dont certains appartiennent au RMT), a appelé ses membres à faire grève les 30 juillet et 13 août, et de nouveau le 15 septembre, pour une fois en même temps que le RMT. Le syndicat TSSA, qui regroupe quant à lui une vingtaine de milliers d'employés des bureaux et des guichets des transports, a eu ses propres jours de grève. Quant aux travailleurs du nettoyage des gares et des trains, employés par des entreprises sous-traitantes, ils se battent depuis des mois pour des augmentations de salaires, mais séparément, bien qu'ils fassent aussi partie du RMT. Enfin, ce syndicat a appelé les travailleurs du



DRS

Disque des chansons des grévistes de l'usine Ford de Dagenham, en 1978. Après deux mois de grève active, ils avaient obtenu 17 % d'augmentation.

métro à faire grève le 19 août, avec les conducteurs de bus et les membres d'un autre syndicat. D'autres journées de grève ont été organisées sur certaines lignes régionales. Autrement dit, alors que les revendications salariales sont partagées par l'ensemble des grévistes, voire par l'ensemble des travailleurs, la plupart des mobilisations sont restées sectorielles. Cette dispersion s'appuie parfois sur des sentiments catégoriels cultivés par les directions syndicales, par exemple l'idée que, pour se faire entendre, mieux vaut être dans son couloir que noyé dans la masse des grévistes. Certains grévistes pensent aussi que la multiplication des journées d'action dans les transports, en étalant les perturbations, pèse plus. Et beaucoup disent ne pouvoir se permettre une grève illimitée.

En réalité, la dynamique des grèves est ainsi contenue et la force collective du monde du travail est émietlée par cette

dispersion et par l'absence de plan d'ensemble. Les journées de grève sont aujourd'hui telles les coups portés par un boxeur qui préviendrait son adversaire de la puissance limitée du coup, et, plutôt que chercher le KO, le laisserait récupérer avant de porter le coup suivant. Un tel boxeur aurait peu de chances de l'emporter... Les grèves en cours pourraient-elles se transformer en une seule grève, massive sinon générale? D'une certaine façon, il s'agit d'un mouvement d'ensemble, dans la mesure où les grèves des uns donnent envie aux autres de s'y mettre. Mais pour que la grève se généralise, pour qu'elle soit commune à l'ensemble du monde du travail, il faudrait que les travailleurs débordent les organisations syndicales des différents secteurs. En Grande-Bretagne, la seule grève générale date de 1926, et les directions syndicales ne la célèbrent guère aujourd'hui: elles trahirent alors la grève au bout de neuf jours, laissant les seuls

mineurs poursuivre la grève avant qu'ils soient contraints de reprendre le travail, affamés. Un autre mauvais souvenir, plus proche, est celui de l'hiver 1978-1979, l'« hiver du mécontentement » (*Winter of Discontent*), quand l'inflation était également très élevée, et que le pays avait connu une série de grèves marquantes pour des hausses de salaire : ouvriers de Ford, employés des cimetières, éboueurs, travailleurs des hôpitaux... Margaret Thatcher était parvenue au pouvoir dans leur foulée, avec un discours violemment antisyndical. Il s'ensuivit une longue période de gouvernements conservateurs démantelant le droit du travail et réduisant les prérogatives syndicales. En 1984-1985, quand de nombreuses fermetures de puits furent annoncées, les mineurs firent grève seuls pendant douze mois, et furent défaits.

Depuis, les trade-unions, qui comptent deux fois moins de syndiqués qu'en 1979, ont évité toute vague de grèves. Certes, le contexte est favorable aux syndicats. Pendant la pandémie de Covid, les travailleurs des « secteurs essentiels » (santé, transports, télécommunications, postes...) ont travaillé au péril de leur vie, et aujourd'hui ils voient leur salaire réel laminé. Il y a un consensus sur le fait que les salaires doivent augmenter, et les syndicats peuvent se refaire une santé en appelant à faire grève. Mais aujourd'hui encore, ils n'organisent aucune assemblée de grévistes, et les piquets de grève, certes limités par la loi à six personnes, ne rassemblent en général que quelques représentants syndicaux, la masse des grévistes restant chez eux. Autrement dit, les travailleurs n'ont aucun contrôle sur leurs grèves, entièrement dirigées et décidées par des directions syndicales, qui pourraient y mettre fin sur la base de compromis insatisfaisants.

## « ENOUGH IS ENOUGH » ET « DON'T PAY »

La campagne « Enough is enough » (Trop, c'est trop) est menée par des dirigeants syndicaux, et par quelques députés de la gauche travailliste qui ne sont pas dans la ligne de leur direction. Mick Lynch en est la figure la plus connue, et il bénéficie de son image de militant combatif. Centrée autour de cinq revendications (des hausses de salaire, une baisse des factures d'énergie, la fin de la pauvreté alimentaire, des logements décentes, une fiscalité sur les plus riches), cette campagne revendique 500 000 signatures, et a prévu une journée d'action le 1<sup>er</sup> octobre. Elle ne propose pas de ne pas payer les factures d'énergie. D'une certaine façon, même si de nombreux grévistes s'y retrouvent, elle représente une diversion par rapport aux grèves en cours : un de ses dirigeants, le secrétaire du syndicat des postes (CWU) Dave Ward, aimerait négocier un compromis « acceptable » dans le conflit en cours, y compris en acceptant des licenciements et des hausses de salaire inférieures à l'inflation. De son point de vue et de celui de la gauche réformatrice,

mieux vaut une campagne d'agitation qu'une grève. Du point de vue des intérêts des travailleurs, c'est exactement l'inverse.

Face à l'augmentation démentielle des prix de l'énergie domestique, une autre campagne est menée : « Don't pay UK » (« Ne payez pas »), un mouvement de boycott, appelant à refuser les prélèvements automatiques à partir du 1<sup>er</sup> octobre. Menée par des militants anonymes, cette pétition en ligne depuis la mi-juin a recueilli, au 7 septembre, 179 000 signatures, un chiffre en deçà du million espéré. Cette campagne, qui suscite une certaine sympathie, s'appuie sur l'exemple de la Poll Tax au tournant des années 1990, quand le gouvernement Thatcher avait dû faire machine arrière sur une réforme de la fiscalité locale, réforme particulièrement antiouvrière. Mais la mobilisation contre la Poll Tax avait non seulement pris la forme d'un boycott de 12 millions de personnes, mais aussi celle de mobilisations massives, dont la plus importante, à Londres le 31 mars 1990, avait rassemblé quelque 200 000 manifestants et s'était transformée en émeute. Les gens hésitent à s'engager à ne pas payer leurs factures de



Le secrétaire général du RMT Mick Lynch (au centre), son adjoint Eddie Dempsey (à droite) et le député travailliste Sam Tarry (à gauche), ancien syndicaliste proche de Jeremy Corbyn, au piquet de grève de la gare d'Euston à Londres le 27 juillet.



**La secrétaire générale du syndicat Unite, Sharon Graham : « Nous rendons service aux travaillistes en disant : « Regardez, ayez une colonne vertébrale, défendez les travailleurs ». Alors je pense qu'ils seraient très bien élus. » Ici au piquet de grève du port de Felixstowe, le 24 août.**

gaz ou d'électricité, par crainte de risquer de voir leur compteur coupé, ou encore de faire l'objet d'un recouvrement de créance. En outre, nombre des consommateurs les plus pauvres payent par des compteurs à prépaiement, ou par des cartes achetées en magasin : s'ils boycottent, ils n'ont pas de chauffage.

### LES CONSERVATEURS, LES TRAVAILLISTES ET LES GRÈVES EN COURS

La vague de grèves a commencé peu de temps avant que, le 7 juillet, Boris Johnson ne présente sa démission du poste de dirigeant du Parti conservateur et donc de Premier ministre. Cette démission, prenant effet le 5 septembre, est survenue après de nombreuses défections au sein de son gouvernement, et elle n'a pas de rapport direct avec les grèves en cours. Selon la tradition de la grande démocratie britannique, il a ensuite incombé aux députés puis aux

quelque 200 000 membres du Parti conservateur, en général des hommes cossus et particulièrement réactionnaires, de choisir son successeur. Celle qui a été choisie et est devenue Première ministre le 6 septembre, Liz Truss, est ministre depuis dix ans. Elle s'est toujours fait connaître pour des propos aussi stupides que réactionnaires. En 2012, elle avait cosigné un livre programme, *Britannia Unchained* (La Grande-Bretagne libérée) qui expliquait que les travailleurs britanniques « sont les plus oisifs au monde », prennent leur retraite trop tôt et ont une productivité trop faible. Elle annonce aujourd'hui qu'elle s'attaquera aux « syndicalistes qui prennent le pays en otage ». Cette politicienne, qui singe en permanence Margaret Thatcher, promet un service minimum dans les transports et des conditions plus restrictives dans les scrutins que les syndicats doivent organiser avant toute grève. À sa manière, elle considère aussi les grèves en cours comme un mouvement

qui dépasse la situation de telle ou telle entreprise.

Quant à la direction du Parti travailliste, dont les syndicats sont pourtant les principaux bailleurs de fonds, elle ne veut surtout pas afficher de soutien aux grévistes, et tient à faire la preuve de sa responsabilité pour l'alternance. Jeremy Corbyn, dirigeant de 2015 à 2020, imposé par la base travailliste aux caciques du parti, avait certes représenté une parenthèse « de gauche », ne serait-ce que dans le discours. Mais depuis Tony Blair, les dirigeants travaillistes surenchérisent dans les gages de responsabilité donnés à la bourgeoisie. Le dirigeant actuel, Keir Starmer, s'inscrit dans cette tradition. Quand un député travailliste, membre du « gouvernement fantôme » (*shadow cabinet*) travailliste s'est rendu sur un piquet de grève, il a aussitôt été démis de ses fonctions : un parti qui veut gouverner ne va pas soutenir les grèves, a expliqué Starmer.

Malgré cela, les principaux dirigeants syndicaux et la gauche travailliste placent l'essentiel de leurs espoirs dans une alternance électorale qui, à l'horizon 2024, ramènerait les travaillistes aux affaires. Ils misent pour cela sur le discrédit actuel des conservateurs et sur le mécontentement en cours.

Les travailleurs britanniques n'ont rien à attendre de tels marchands d'illusions. Il faut surtout espérer qu'ils prennent le contrôle sur leur mobilisation. Il faut espérer qu'ils se servent de l'arme de la grève, des grèves de masse, de la force de la classe ouvrière dans l'économie, mais aussi du caractère imprévisible de leurs luttes, pour faire valoir leurs intérêts.

8 septembre 2022



## Brésil: le duel Bolsonaro-Lula

**Le 2 octobre, les Brésiliens voteront pour élire le président et le vice-président, les gouverneurs des 27 États, trois sénateurs par État, les députés fédéraux et ceux des États. Pour les sénateurs et les députés, la proportionnelle s'applique au niveau de chaque État. Si aucun candidat aux postes de président et de gouverneur d'État n'obtient la majorité, un second tour aura lieu fin octobre.**

La Constitution brésilienne est de type présidentiel. Le président, élu pour quatre ans, désigne les ministres. Il n'y a pas de Premier ministre responsable de la politique menée. C'est l'élection présidentielle qui focalise l'intérêt, d'autant que cette fois elle oppose le président d'extrême droite sortant, Jair Bolsonaro, 67 ans, et le leader historique de la gauche, Lula, 76 ans, qui a été président de 2003 à 2010. Ils réunissent à eux deux 80% des intentions de vote.

### COMMENT BOLSONARO EST ARRIVÉ À LA PRÉSIDENTIE

En 2018, ni la gauche ni la droite institutionnelles n'avaient de candidat crédible. Au pouvoir de 2003 à 2016 avec Lula puis Dilma Rousseff, le Parti des travailleurs (PT) était discrédité. Scandales politico-financiers et procès médiatiques avaient fait de lui le « parti des voleurs ». Jusque dans les banlieues ouvrières de São Paulo, où il était né, il était largement rejeté. Lula lui-même avait été condamné par des juges partisans et emprisonné pour douze ans. Malgré sa popularité, qui faisait de lui le favori des sondages, il était in-

terdit de candidature. Haddad, désigné candidat du PT au pied levé, était loin d'avoir sa carrure et sa popularité.

La droite n'avait pas de candidat qui la rassemble. Le PMDB, parti de notables attachés à leurs postes et aux revenus qu'ils en tirent, avait gouverné quatorze ans avec le PT, fournissant entre autres à Dilma Rousseff son vice-président, Michel Temer. À la suite de la destitution de celle-ci, en 2016, Temer était devenu président. Mais il s'était très vite discrédité et avait lui-même échappé de peu à la destitution. Le PSDB, l'autre grand parti de droite, n'avait jamais pactisé avec le PT. Mais aucun de ses candidats potentiels ne faisait l'unanimité, et de plus, tous étaient impliqués dans des « affaires ».

De ce vide relatif avait surgi la candidature de Bolsonaro. Sorti des rangs de l'armée au bout de dix ans avec le petit grade de capitaine, il avait été élu conseiller municipal puis pendant vingt-huit ans député de Rio. Politicien traditionnel, il travaillait pour lui et sa famille, pas pour un parti. Sept fois élu, à chaque fois il s'était présenté sous une étiquette différente, toutes de droite. À la Chambre, il



**Une photo anthropométrique de Dilma Rousseff en 1970, au temps de la guérilla contre la dictature.**

faisait partie du « Gros Centre », le marais avec lequel tout président brésilien doit composer. Parlementaire incolore, il avait même été pendant une dizaine d'années un compagnon de route de Lula et du PT.

Bolsonaro a commencé à se faire remarquer en 2016, lors de la destitution de Dilma Rousseff. Elle avait été torturée sous la dictature. Il dédia son vote au Parlement en faveur de la destitution à l'un des chefs tortionnaires de la dictature militaire (1964-1984). Dès lors il s'est af-

firmé comme un nostalgique de la dictature, machiste, anti-IVG, raciste, homophobe, ennemi des pauvres et des « assistés », partisan de la peine de mort et défenseur de tous les policiers qui tuent des « bandits ». Au nom de Dieu, de la famille, de la patrie et de la liberté, il a fédéré autour de lui les évangélistes extrémistes, les petits bourgeois individualistes, antiouvriers et anticommunistes, et les groupuscules d'extrême droite, fascistes et nostalgiques de la dictature ou même de l'Empire (1822-1889).

En 2018, la bourgeoisie et ses partis se sont ralliés à ce candidat « antisystème », par opportunisme et par hostilité au PT plus que par véritable adhésion à cet illuminé réactionnaire. Dans l'électorat populaire, victime de la crise et dégoûté de la politique par les scandales, certains ont voulu croire en Bolsonaro, l'homme providentiel, tandis que beaucoup se réfugiaient dans l'abstention. L'ex-capitaine l'a emporté au second tour, avec 55 % des votes, sur le candidat du PT.

## LES SOUTIENS DE BOLSONARO

Bolsonaro a toujours l'appui des évangélistes, dont les diverses Églises ont en commun l'opposition à l'avortement, toujours interdit au Brésil, au mariage homosexuel et à tout progressisme. Sa femme, Marielle, est une évangéliste fervente. Lui se présente volontiers comme un protégé de Dieu, qui lui aurait sauvé la vie en 2018 quand pendant la campagne électorale un déséquilibré l'a poignardé. Les évangélistes représenteraient un tiers des Brésiliens, et le lobby évangéliste fédère près de 200 députés sur 515.

Les groupuscules d'extrême droite, fascistes, nostalgiques de la dictature ou royalistes, se sont beaucoup affichés lors de



Un pasteur évangéliste dirigeant une prière pour la guérison de Jair Bolsonaro, le 14 octobre 2018.

la campagne qui a abouti à la destitution de Dilma Rousseff en 2016. Ils n'ont pas disparu et ils appuient naturellement Bolsonaro. Mais ils ne semblent pas s'être beaucoup manifestés depuis.

Les partisans des armes soutiennent eux aussi un président qui ne parle que de mitrailler « la canaille de gauche » et qui incite policiers et militaires à tuer délinquants et marginaux. Les armes sont théoriquement interdites au Brésil, mais elles circulent par millions et la bourgeoisie a pour tradition d'entretenir des groupes de tueurs, en particulier dans les campagnes.

Les proches de Bolsonaro sont extrêmement actifs sur les réseaux sociaux, où ils se livrent à des campagnes massives de désinformation, un peu à la manière de ceux de Trump aux États-Unis. Cela lui vaut le soutien de tous les complotistes.

Bolsonaro a aussi le soutien des « milices », qui contrôlent la moitié des favelas de Rio mais qui sont aussi présentes dans une quinzaine d'États. Ce sont des bandes formées de policiers ou d'ex-policiers, qui prennent le pouvoir dans les favelas une fois que la police en a chassé les gangs traditionnels du trafic de drogue. Comme les gangs qu'elles remplacent, les milices

font régner la terreur, rackettent et pillent, et finalement se financent en contrôlant à leur tour le commerce de la drogue. À Rio, elles sont représentées au conseil municipal et elles bénéficient de l'indulgence voire de la complicité de la police.

Le Brésil est un pays violent, où l'on compte chaque année plus de 60 000 assassinats. La police y tue des milliers de personnes, les gangs organisés à l'échelle nationale tuent, les milices tuent. Et les victimes sont dans leur énorme majorité des Noirs et des pauvres, présentés à chaque fois comme des délinquants. La famille de Bolsonaro, avec un fils sénateur de Rio et un autre conseiller municipal, est liée à ces milices. En mars 2018, une militante de gauche, noire et féministe, qui enquêtait sur les milices, Marielle Franco, a été exécutée à Rio par un ex-policier lié aux Bolsonaro.

Ces électeurs fidèles à celui qu'ils qualifient de « mythe » représenteraient environ un quart de l'électorat. Mais la bourgeoisie et ses organisations politiques et professionnelles lui ont tourné le dos, pour se tourner majoritairement vers Lula. Car, au pouvoir, Bolsonaro s'est souvent montré incontrôlable. Il a en particulier nié la dangerosité du Covid, une « pe-

tite grippe» selon lui, et a milité contre les mesures élémentaires de protection. Il a une part de responsabilité dans les 680 000 morts de la pandémie. Cela a sapé sa popularité et a fragilisé le gouvernement.

Il n'est pas innocent non plus dans l'accélération de la déforestation en Amazonie, les incendies qui lui sont liés, et dans l'extermination des tribus indiennes. Toutes deux ont des racines lointaines, à la fois dans la société brésilienne raciste, où l'esclavage n'a été aboli qu'en 1888, et dans le pillage impérialiste des ressources naturelles. Elles se sont poursuivies y compris pendant les gouvernements du PT, malgré les grands principes affichés. Mais Bolsonaro a assumé sans complexe ce que ses prédécesseurs niaient ou cachaient comme des tares. Pour lui, les Indiens ne sont que des fainéants, et ceux qui les protègent des bandits. Du coup, les groupes de bûcheronnage illégal, les chercheurs d'or clandestins et les chasseurs d'Indiens se sont sentis appuyés au sommet de l'État et s'en sont donné à cœur joie, liquidant la forêt et les Indiens et faisant place nette pour les trusts agro-industriels de l'élevage, du soja et de la canne à sucre.

La démocratie est-elle menacée au Brésil? À l'exemple de Trump, Bolsonaro laisse fréquemment entendre qu'il n'acceptera jamais la défaite et pourrait être contraint de faire un coup d'État, parce que ses adversaires tricheraient et « voleraient » l'élection. Il multiplie les déclarations contre le vote électronique, en place au Brésil depuis vingt-cinq ans, et les fraudes massives qui se prépareraient. Certes, il est aussi capable de dire aussi qu'il se pliera au résultat des urnes. C'est une constante chez lui de dire successivement blanc puis noir, avec la même conviction.

Il se présente volontiers comme le candidat de l'armée.



Paulo Paulino, un défenseur indien de l'Amazonie, assassiné par la mafia du bois en 2019.

Il a certes de nombreux partisans dans les rangs des militaires et des policiers, envers lesquels il n'est jamais avare de démagogie. Il a nommé de nombreux officiers en retraite à des postes lucratifs de ministres, de conseillers ou de gestionnaires d'entreprises étatiques. Son actuel vice-président est un général en retraite. Mais l'état-major et les généraux d'active sont plus réservés et refusent d'être identifiés à lui. Ses allusions à un coup d'État militaire semblent surtout un chantage et une référence idéologique. Ce genre d'allusion n'est pourtant jamais innocent, surtout qu'il s'accompagne de l'évocation du « miracle » économique des années de la dictature, miracle pour la bourgeoisie, et plein emploi certes pour les travailleurs mal payés et surveillés de près par la police.

Appels à l'armée, menaces de coup d'État, soutien des milices, complotisme, fanatisme religieux : rien de tout cela ne gêne la base électorale de Bolsonaro, qui y voit au contraire des raisons de voter pour lui. Le 7 septembre, jour de la fête nationale, qui cette année célébrait le bicentenaire de l'indépendance du pays, Bolsonaro a tâché d'utiliser les cérémonies officielles pour promouvoir sa candida-

ture. L'après-midi, il a réuni à Rio 60 000 de ses partisans sur la plage de Copacabana. Il a comme d'habitude attaqué violemment Lula, les médias et les instituts de sondage, mais il n'y a pas eu de dérapage.

## LE PARCOURS DE LULA

Face à lui, Lula veut représenter le Brésil civilisé, moderne, cultivé et démocratique. Il dénonce en Bolsonaro « une mauvaise copie de Trump », « une personne mentalement déséquilibrée ». Il déclarait le 22 août : « Ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est la démocratie contre le fascisme, la démocratie ou la barbarie. » Il veut être et est par bien des aspects l'anti-Bolsonaro.

Lula est issu d'une famille pauvre du Nordeste, venue travailler à São Paulo dans les usines de montage des multinationales attirées sous la dictature par le faible coût d'une main-d'œuvre docile et les perspectives d'un marché prometteur. Ouvrier dans l'usine Volkswagen de Sao Bernardo (40 000 salariés à l'époque), syndicaliste, il se trouva à la tête des grandes grèves de 1978-1979 qui ont prélué à la fin de la dictature, ce qui lui valut la prison. Celui que la presse bourgeoise



Lula devant des travailleurs vers 1980.

désignait alors comme le « *crapaud barbu* » était très populaire dans la classe ouvrière.

Pour que les militants syndicalistes disposent d'un relais politique dans le pays et au Parlement, il participa à la création du Parti des travailleurs, en alliance avec le courant social-démocrate et les secteurs progressistes de l'Église catholique, et avec l'aide des groupes révolutionnaires, trotskystes en particulier. Dans l'époque de forte politisation qui suivit la chute de la dictature en 1984, le PT était fort de l'activité de milliers de militants ouvriers et intellectuels, qui s'emparaient de la direction des syndicats en chassant les syndicalistes « carpettes » de la dictature, organisaient des occupations de terres et des coopératives, construisaient des quartiers d'habitations ouvrières bon marché. Le PT et la CUT (Centrale unitaire des travailleurs), le syndicat qui lui était lié, inspiraient et organisaient la classe ouvrière.

Mais lorsque cette influence se traduisit par des postes syndicaux puis politiques de plus en plus nombreux et de plus en plus importants, ce courant révéla son caractère profondément réformiste. Le PT ne voulait pas renverser la bourgeoisie mais s'intégrer dans son système. L'appareil que présidait Lula se renforça, se professionnalisa, décourageant les militants les plus actifs à la base et réprimant ceux qui s'affichaient révolutionnaires, ou simplement qui contestaient les ordres venus

d'en haut. Ce PT bureaucratisé, responsable, hiérarchisé, devenait un outil utilisable pour la bourgeoisie. Lula, candidat depuis 1990 à l'élection présidentielle, réunissait de plus en plus de voix et en 2002 il fut élu, et réélu triomphalement en 2006.

#### LA GAUCHE AU POUVOIR

Lula fut pour la bourgeoisie brésilienne et mondiale un chef d'État exemplaire. Il sut donner aux pauvres l'impression qu'il gouvernait en leur faveur, tout en assurant aux bourgeois des profits jamais vus.

Il réduisit par exemple l'écart entre les salaires ouvriers les plus faibles et les plus forts, mais sans toucher aux profits patronaux. Le salaire minimum, que touchent les employés domestiques, les aides du commerce ou les travailleurs non qualifiés des petites entreprises, passa en huit ans de 200 à 540

reais (200 euros environ). Mais les travailleurs qualifiés de la banque, des grandes entreprises et des multinationales, qui touchaient entre 12 et 20 smic, n'en gagnèrent plus que 4 ou 5 et perdirent de leur pouvoir d'achat, et de leur confiance dans le PT. Pour les familles les plus pauvres, Lula créa une série d'aides sociales, dont la plus connue est la *Bolsa família*, allocation de quelques dizaines d'euros versée aux familles pauvres dont les enfants sont scolarisés. Il aligna les retraites sur le salaire minimum et en fit bénéficier les paysans du Nordeste, même s'ils n'avaient jamais cotisé. Cela coûta quelques milliards d'euros, mais beaucoup moins que les aides et subventions au patronat, et infiniment moins que ce que le pays versait chaque année aux détenteurs de la dette publique.

Cette politique lui aliéna pourtant une partie des travailleurs les mieux payés, entre autres



Le programme d'aide sociale Bourse familiale existe depuis 2003.

parmi les universitaires. Quatre parlementaires contestataires furent exclus en 2003. Cela provoqua une scission dans le PT, qui donna naissance en 2005 au Parti du socialisme et de la liberté (Psol), animé par Heloïsa Helena. L'électorat PT devint majoritaire dans le Nordeste pauvre, et minoritaire dans l'État industriel de São Paulo, aux salaires plus élevés. Par ailleurs les mouvements de grève devinrent rares, combattus par les militants du PT et des syndicats. Geste symbolique : Lula nomma au ministère du Travail le secrétaire général de la CUT.

En revanche la bourgeoisie, toutes catégories confondues, était l'objet de tous ses soins. Lula eut la chance de gouverner pendant les années de hausse des prix des matières premières agricoles et minières, dont le Brésil est un grand fournisseur. Ces secteurs battirent des records de profits. Minerai de fer, viande de bœuf, de porc et de poulet, oranges, soja, canne à sucre : le Brésil était le premier exportateur mondial. Les banques faisaient des milliards de dollars de bénéfices. Le chômage était bas. Et la petite bourgeoisie récoltait la petite monnaie de la prospérité générale et accédait à un niveau de vie de pays développé. Dans ce mouvement de croissance des profits, même la crise bancaire de 2008 passa presque inaperçue. Lula termina son second mandat avec un taux de popularité record de 87%.

Mais l'arrivée de Lula et du PT au pouvoir eut son revers de la médaille. Les élections parlementaires se faisant à la proportionnelle, le PT n'a jamais été majoritaire, pas plus qu'aucun autre parti. Lula, pour faire adopter sa politique, a dû gagner les voix de députés d'autres partis, c'est-à-dire les acheter, dans la grande tradition politique brésilienne. Il a repris à son compte le système de corruption qui sévissait avant lui :

travaux concédés à de grandes entreprises, grassement surfacturés, en échange de pots-de-vin au parti gouvernemental.

Le système était si général, si lourd, et provoquait tant de contestations entre les bénéficiaires, qu'il parvint à la connaissance de journalistes et de juges et que, de fil en aiguille, le scandale grossit. Lula lui-même fut longtemps épargné, mais tout l'état-major du PT fut impliqué et beaucoup finirent en prison. Les partis de droite, y compris ceux qui avaient vendu leurs voix, dénoncèrent alors la corruption du PT et réclamèrent sa mise hors la loi, appuyés par des manifestations de centaines de milliers de petits bourgeois révoltés qui accusaient le « communisme ». Dilma Rousseff, qui succéda à Lula et que l'on ne pouvait accuser de corruption, tomba victime de cette série de scandales. Lula lui-même fut finalement condamné par des juges prévenus contre lui et déçus à le faire disparaître de la scène politique. Ainsi Bolsonaro gagna la présidentielle de 2018.

### LES ATOUTS DE LULA

Mais l'irresponsabilité et l'imprévisibilité de Bolsonaro provoquèrent un retour de bâton. Le juge qui avait fait tomber Lula, et que Bolsonaro avait nommé ministre de la Justice, fut à son tour convaincu de mensonges

et de manœuvres illicites. Lula fut donc libéré, puis innocenté, et il est à nouveau donné vainqueur face à Bolsonaro, comme en 2018 où il avait été interdit de candidature.

Ses atouts : le souvenir des années de prospérité 2003-2010, l'appui de pans décisifs de la bourgeoisie, le soutien des syndicats, que Bolsonaro a réussi à braquer contre lui, la sympathie globale de la classe ouvrière pour un homme issu de ses rangs et qui parle son langage. Même son passage par la prison joue en sa faveur : il a été plus fort que les juges et il s'en est sorti.

L'appareil du PT n'a pas disparu et il constitue toujours un atout pour Lula. Celui de la CUT également, même si une nouvelle loi syndicale a permis à chaque tendance politique de créer sa centrale syndicale. De même, les mouvements sociaux sont majoritairement en faveur de Lula. La direction du Mouvement des sans-terre (MST), qui organise des dizaines de milliers de pauvres dans les campagnes et autour des grandes villes, a toujours été fidèle à Lula, même s'il n'appuyait pas les occupations de terres et régularisait relativement peu d'occupants.

Les partis de gauche, qui ont gouverné avec Lula, le soutiennent dans cette élection. C'est le cas du PC du Brésil. Le Parti du socialisme et de la li-



À sa sortie de prison, «le retour de Lula, paix et amour».

berté (Psol) a renoncé majoritairement à présenter un candidat propre et appuie cette fois Lula dès le premier tour. Le Parti démocrate travailliste (PDT), animé longtemps par Leonel Brizola, est le seul parti classé à gauche qui présente un candidat contre Lula : Ciro Gomes, ex-ministre de Lula, qui en 2018 avait recueilli 12,5% des voix.

Lula reprend le rôle du conciliateur qui lui a si bien réussi pendant ses huit ans de présidence. Il reprend son slogan de 2002 : « *Lulinha paz e amor* », « Mon petit Lula, paix et amour ». Il est candidat de la coalition Allons ensemble pour le Brésil. Cette volonté de réconcilier tous les Brésiliens se manifeste dans le choix de son vice-président : Geraldo Alkmin, son rival malheureux en 2006, deux fois gouverneur de São Paulo, ancien président du PSDB, le parti de droite de l'ex-président Cardoso (1995-2002). Ni Cardoso ni Alkmin n'avaient approuvé les poursuites contre Lula et Rousseff. Quant aux élus sans couleur politique précise, maires ou députés, eux aussi désertent le camp de Bolsonaro, qui ne semble plus à même d'assurer leur réélection et les avantages qui vont avec.

Lula fait également tout pour se concilier les couches a priori favorables à son rival. Il n'a pas laissé un mauvais souvenir aux militaires. Pas plus que Dilma Rousseff, il n'a cherché à leur faire payer leur rôle dans la répression sous la dictature, quand ils torturaient et faisaient disparaître les opposants. Il tente une ouverture en direction des évangélistes. Une rencontre est prévue avec des pasteurs. L'Église catholique, elle, a perdu de son influence passée, mais Lula est sûr de la trouver à ses côtés.

Les principales fédérations patronales ont pris position contre Bolsonaro, en particulier la Fiesp (Fédération des industries de l'État de São Paulo), dont le rôle équivaut à celui du Medef français, et la Febraban, qui fédère les banques. Le 10 août, la Fiesp a publié une lettre de défense de la démocratie qui sonnait comme un appui à Lula, en même temps que des juristes lisaient solennellement une déclaration analogue dans le grand amphithéâtre de la faculté de droit de São Paulo.

Car au thème de la réconciliation nationale s'ajoute celui de la défense de la démocratie. Les déclarations pro-dictature et les menaces voilées de coup d'État proférées par Bolsonaro aident à la campagne de Lula. La période dure de la dictature remonte à un demi-siècle. Lula l'a connue, pas Bolsonaro, pour qui la dictature est une référence idéologique, ni l'écrasante majorité des Brésiliens, qui y voient un épisode déplaisant de l'histoire ancienne. Les « jours heureux » du gouvernement Lula sont plus proches, et leurs bénéfices encore présents.

Bolsonaro a récemment tenté de doubler Lula sur le terrain des aides sociales. Pendant le Covid, l'État a versé à 45 millions de personnes une aide d'urgence de 45 euros, qui a permis à 100 millions de Brésiliens de survivre. Bolsonaro a fusionné cette aide, la Bolsa familia et tous les programmes d'assistance en une « aide Brésil » dont le montant est passé de 217 reais à 400 en mai et 600 (une centaine d'euros) en septembre. Pour faire accepter cette nouvelle dépense de 8 milliards de dollars, il a dû forcer la main à son ministre des Finances, qui renâclait devant le

déficit que cela créerait. Même si les bénéficiaires ne sont plus que 17 millions, la popularité de Bolsonaro serait remontée dans les couches pauvres. Un sondage le donne à égalité avec Lula chez les habitants de São Paulo gagnant moins de deux smic. Par ailleurs cette augmentation sera une épine dans le pied d'un futur gouvernement Lula, qui devra pérenniser la dépense, ou bien réduire l'aide.

Les travailleurs brésiliens n'ont évidemment rien à attendre de bon de Bolsonaro. Il a gouverné contre eux, imposant en 2019 une réforme qui repousse à 65 ans (62 ans pour les femmes) l'âge de départ en retraite, qui allonge le temps de cotisation et diminue les pensions. Mais Lula ne les tirera pas d'affaire pour autant. Le chômage qui les frappe, l'emploi précaire et informel, la hausse des prix, les salaires et les retraites insuffisants ne dépendent pas de qui préside le pays. C'est la crise de l'économie mondiale qui aujourd'hui aggrave leur situation, crise à laquelle il n'y a pas de remède national.

Si Lula reprend du service à la tête de l'État, comme il semble probable, il veillera avant tout aux intérêts des bourgeois, brésiliens et impérialistes, quoi qu'il ait promis ou fait espérer aux travailleurs brésiliens.

Et cette même crise mondiale peut amener la bourgeoisie à instaurer une dictature, celle de Bolsonaro ou d'un autre, comme la crise de 1929 avait avant-guerre amené la dictature de Getulio Vargas, qui à ses débuts sympathisait avec les nazis, dont il reprenait les méthodes contre le mouvement ouvrier.

*8 septembre 2022*



## L'État chinois et la résurgence de la bourgeoisie (1978-2022)

**Depuis maintenant 30 ans, la bourgeoisie chinoise est en plein développement. Alors que dans les années 1970, l'économie chinoise était entièrement administrée par l'État, elle est maintenant largement soumise aux lois du marché et de la concurrence, une grande partie des entreprises étant propriété privée. Une mince couche de privilégiés en tire des fortunes toujours croissantes. Le nombre de milliardaires en dollars est aujourd'hui de près de mille. Quatre millions de Chinois sont millionnaires en dollars. Les médias occidentaux ont mis cette spectaculaire résurgence de la bourgeoisie en Chine au crédit du retour de l'économie de marché. Ils passent ainsi sous silence le rôle pourtant essentiel de l'État chinois... sauf quand le pouvoir chinois s'attaque à quelques grands patrons, comme il l'a fait avec le PDG d'Alibaba ou celui de Pinduoduo. Alors, les mêmes médias occidentaux critiquent la dictature chinoise et les limites imposées par le régime à la toute-puissance de la propriété privée, s'interrogeant à l'occasion sur la pérennité de la présence des capitalistes occidentaux en Chine. Il y a pourtant un lien étroit entre l'État chinois, sa puissance et son autoritarisme, et les succès capitalistes en Chine. Et c'est ce lien qui explique les multiples facettes de cette nouvelle classe dominante.**

### TRENTE ANS D'ACCUMULATION PRIMITIVE

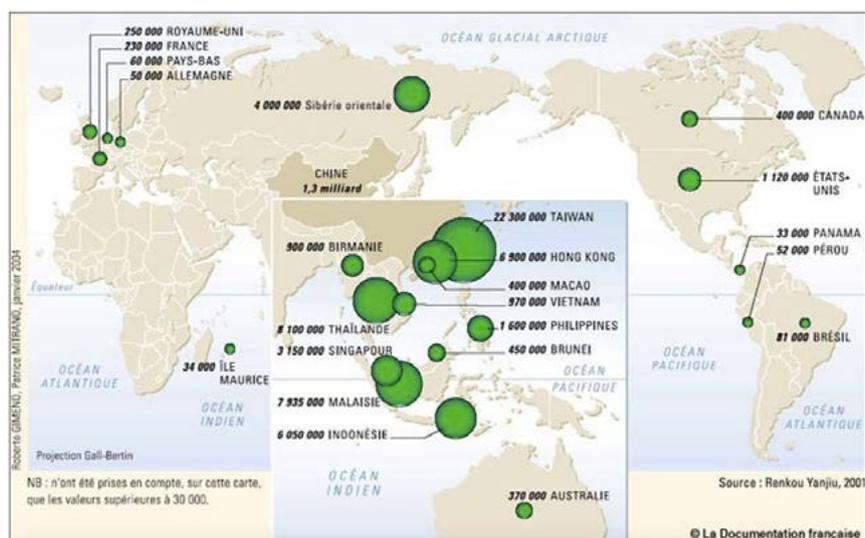
Ces relations complexes sont d'abord le fruit d'une longue histoire, qui part de l'humiliation chinoise au 19<sup>e</sup> siècle par les puissances impérialistes lorsqu'elles ont mis sous tutelle cet empire vieux de deux millénaires, et qui passe par la révolution nationaliste, qui s'étale sur toute la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Quand le Parti communiste chinois (PCC) prit le pouvoir en 1949, l'objectif de ses dirigeants était de faire de la Chine un pays développé, moderne, qui ne soit plus pillé par l'impérialisme, mais qui tienne son rang dans le concert des nations capitalistes.

Les relations entre la bour-

geoisie chinoise et le régime nationaliste étiqueté « communiste » soulignent une des différences essentielles entre la révolution chinoise et la révolution russe. En Russie, dans les premières années qui suivirent 1917, la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière finit par exproprier la bourgeoisie quand celle-ci devint un obstacle au pouvoir ouvrier ; en Chine, on a seulement demandé au prolétariat d'applaudir, en spectateur passif, à l'entrée de l'armée maoïste dans les villes. Le PCC valorisait les capitalistes « nationaux patriotes ». Les actionnaires des entreprises, qui étaient alors presque toutes privées, touchaient des dividendes, fixés par règlement à 8 %. Le problème principal venait des capitalistes eux-mêmes. Dès que

la défaite du Kuomintang s'était profilée, de nombreux capitalistes, effrayés, avaient transféré leurs richesses à l'étranger, ou vers Hong Kong ou Taïwan, laissant toutefois souvent sur place un membre de leur famille pour y représenter leurs intérêts. Ceux-là fraudaient le fisc à grande échelle, sabotaient les commandes d'État tout en versant les pots-de-vin à qui il fallait. Bref, la bourgeoisie se comportait comme elle en a l'habitude, menaçait les fondements du nouveau pouvoir et rendait de toute façon impossible tout développement national digne de ce nom.

C'est ainsi que le régime, qui voulait sortir le pays du sous-développement tout en étant isolé par l'embargo des occidentaux, fut amené en



La diaspora chinoise dans le monde en 2001.

1955 à nationaliser, à racheter en fait, les entreprises industrielles et commerciales. Il ne rencontra guère de résistance. La conduite des entreprises nationalisées était souvent confiée aux anciens propriétaires, élevés au rang de « capitalistes nationaux patriotes qui empruntent courageusement la voie du socialisme ».

Pendant plus de vingt ans, c'est donc l'État qui organisa et dirigea l'essentiel de l'activité économique, permettant des progrès importants, tout en maintenant un certain égalitarisme. L'ensemble de la population vivait pauvrement, mais l'agriculture fut modernisée, les rendements augmentés. L'industrie, qui partait de très loin, crût de 9 % par an en moyenne. La proportion de Chinois sachant lire et écrire passa de 20 % en 1949 à 75 % en 1978, l'espérance de vie passa de 38 à 64 ans sur la même période. Bref, contrairement à ce que répètent les commentateurs occidentaux, l'étatisme n'avait pas freiné le développement de la Chine, il l'avait permis, réalisant en quelque sorte une accumulation primitive qui allait se révéler essentielle pour la suite.

Au début des années 1970, les États-Unis abandonnèrent l'embargo, donnèrent à la Chine le siège au Conseil de sécurité

jusqu'à occupé par Taiwan, et renouèrent les relations commerciales. Les cercles dirigeants prirent alors le tournant du retour à l'économie de marché. Ils envoyaient leurs enfants étudier aux États-Unis, et retissaient les liens avec le marché mondial. « Peu importe que le chat soit noir ou blanc, l'essentiel est qu'il attrape les souris », disait Deng Xiaoping, pour justifier l'ouverture au secteur privé de l'économie.

### L'ACCAPAREMENT PAR LES BUREAUCRATES

À partir du début des années 1980, commença l'accaparement des richesses et des moyens de production par les sommets du pouvoir. Le développement des entreprises publiques et privées devint la priorité. Ces entreprises offrirent nombre de postes et de sinécures bien rémunérés. Les membres de la caste dirigeante avaient un avantage comparatif indéniable, ils avaient – ils ont toujours - le *guanxi*, les relations qui permettent d'obtenir une autorisation plus rapidement, d'avoir vent des opportunités, ou de se savoir couvert par l'autorité de l'État. Rong Yiren fut un personnage clé de cette période, un dirigeant représentant dans une certaine mesure la continuité entre l'ère

prérévolutionnaire et le retour du capitalisme dans les années 1980, et résumant toute la politique de l'État chinois.

Rong Yiren était l'héritier d'une dynastie de capitalistes shanghaiens. Alors que quatre de ses six frères quittèrent la Chine lors de la révolution, il resta et continua à diriger les entreprises familiales, même quand le gouvernement en prit le contrôle à 50% en 1956. Alors qu'il n'était pas au PCC, il fut nommé adjoint au maire de Shanghai en 1957, vice-ministre de l'Industrie textile en 1959 et, après la Révolution culturelle et la mort de Mao, il revint aux commandes avec Deng Xiaoping.

En 1979, Deng lui demanda de former une société pour attirer les capitaux étrangers. La CITIC, publique sur le papier, fonctionnait en réalité comme une entreprise capitaliste : elle gérait une banque en concurrence avec les banques d'État, arrangeait des prêts, vendait des obligations sur les marchés étrangers, investissait et importait des équipements pour les entreprises chinoises, possédait des entreprises à l'étranger... La CITIC devint un repaire de fils de dignitaires qui, nommés à des postes de dirigeants, y réapprirent les lois du marché, de l'accumulation et de la prédation. Après avoir été vice-président de l'Assemblée populaire nationale, Rong fut élu vice-président de la Chine de 1993 à 1998. Son fils prit la suite à la CITIC, jusqu'en 2008, après qu'une des filiales qu'il dirigeait eut perdu 15 milliards de yuans, le poussant, lui et toute la famille, à la démission. Ils obtinrent en compensation une vaste zone de ressources foncières à Hainan, dont l'exploitation immobilière était en mesure d'assurer leurs arrières.

Dès le début des années 1980, des sommes considérables étaient aspirées par les som-

mets du pouvoir. Dès 1984, trois familles de dirigeants – Deng Xiaoping, Wang Zhen et Rong Yiren – possédaient chacune plus de 100 millions de yuans (14,2 millions d'euros). Mais toute la caste dirigeante s'était organisée pour profiter de la manne, désignant dans chaque famille un ou deux membres pour s'occuper, non plus du pouvoir, mais des affaires. Si les familles les plus connues ne sont que quelques centaines, celles qui s'approprient le pouvoir et l'économie seraient au total de 3 000 à 5 000, formant une mince couche d'oligarques aux intérêts mêlés mais aussi concurrents. En 2016, les sept membres du comité permanent du bureau politique du PCC avaient tous des parents engagés dans les affaires. Quant à la corruption, elle transpire à tous les niveaux. Mais dans une société chinoise où le pouvoir avait jusque-là cultivé une certaine forme d'égalitarisme, l'enrichissement des dirigeants scandalisa très tôt.

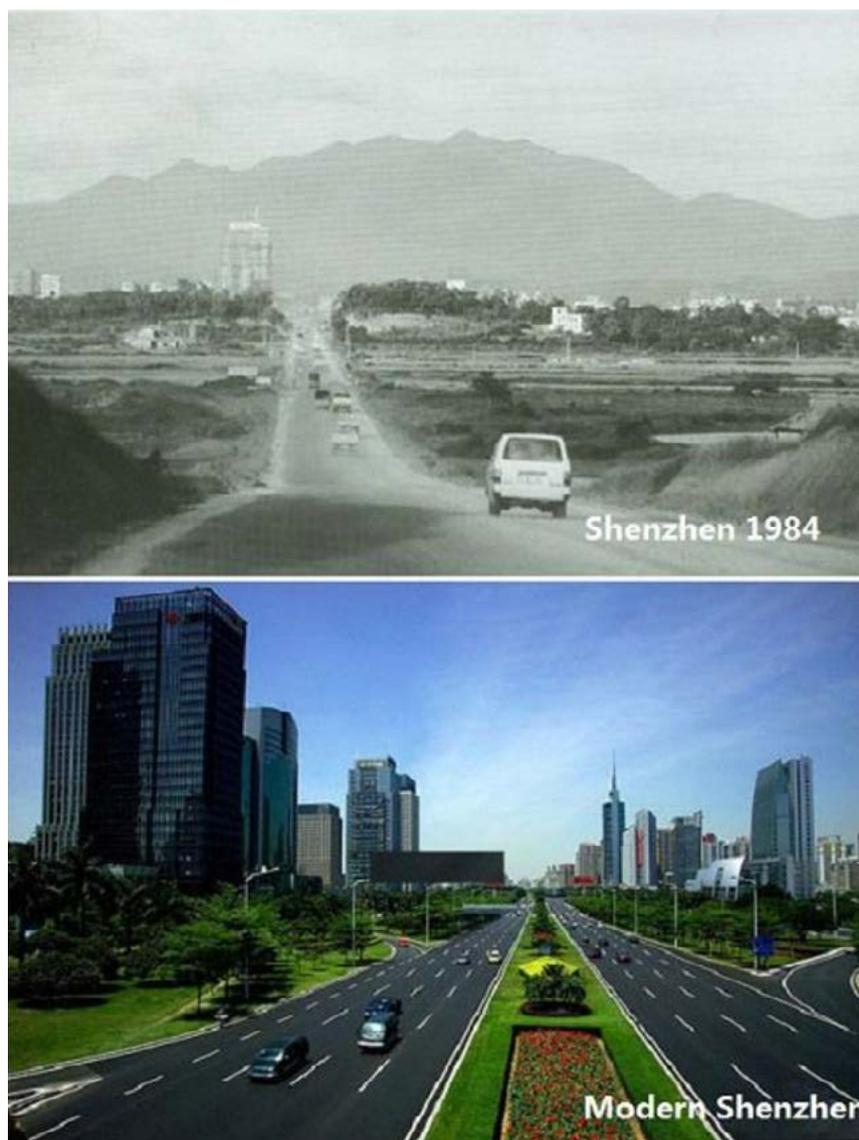
Un journaliste a évalué la fortune privatisée depuis les années 1990 par ces familles dirigeantes à 2 000 milliards de dollars. Ces familles représenteraient la moitié des milliardaires de Chine. L'homme le plus riche de Chine se nomme Wang Jianlin, un vétéran de l'armée qui a inauguré avec Bo Xilai, un des concurrents de Xi Jinping, la corruption immobilière à grande échelle... Il posséderait 35 milliards de dollars. Hu Jintao, ancien secrétaire général du PCC, ne posséderait lui que quelques dizaines de millions d'euros, Xi Jinping quelques centaines de millions. La famille de Bo Xilai aurait quant à elle transféré à l'étranger au fil des ans plus de 6 milliards de dollars, avant de se faire mettre violemment à l'écart.

## LE RETOUR DE LA DIASPORA

La résurgence de la bourgeoisie se fit aussi par le retour de la diaspora. La plupart des Chinois de la diaspora étaient des émigrés de la Chine du Sud, en particulier des villes du delta de la rivière des Perles, autour de Canton, non loin de Hong Kong. Ils avaient émigré au début du 20<sup>e</sup> siècle, ou au moment de la révolution nationaliste. Ils représentaient en 1992 50 millions de personnes, dont 17 à Taïwan, 5 à Hong Kong, 2 aux États-Unis...

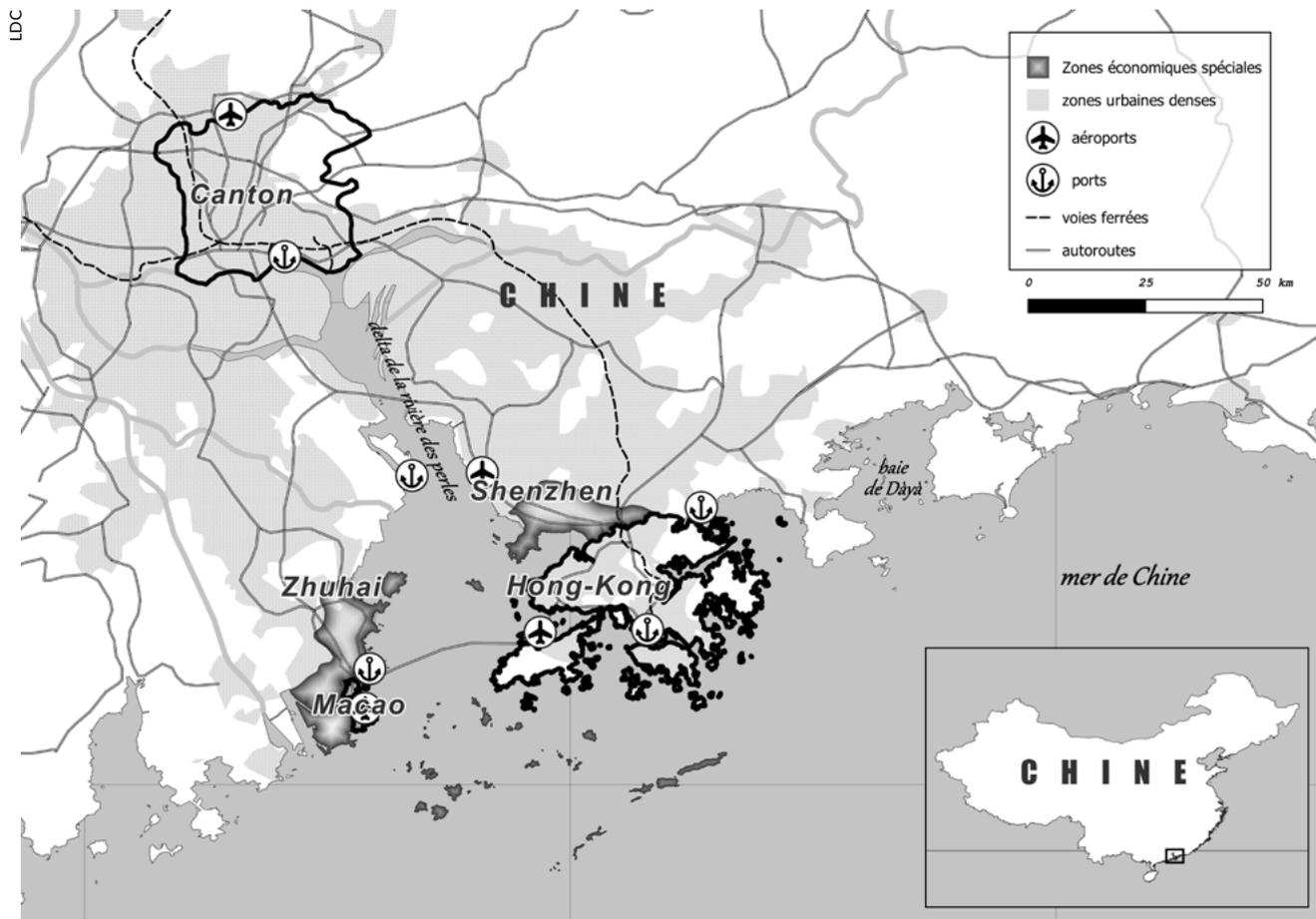
Trente ans de maoïsme n'avaient pas coupé les liens familiaux, notamment avec les émigrés de Hong Kong. Ce

n'est pas par hasard que Deng Xiaoping ouvrit deux des quatre premières zones économiques spéciales (ZES) au Guangdong, à proximité de Hong Kong. Il comptait sur ces liens, et à juste titre: le retour des émigrés de Hong Kong transforma le village de pêcheurs de Shenzhen, qui jouxte Hong Kong, en une métropole de 30 millions d'habitants aujourd'hui. Au début des années 1990, la diaspora contrôlait à elle seule les deux tiers des investissements étrangers en Chine au travers de ces ZES, 80% au Guangdong. Ces investissements bénéficiaient d'un traitement privilégié. Les salaires dans les ZES étaient en 1978 dix fois moins élevés qu'à Hong Kong, les terrains trois



Shenzhen en trois décennies, 1984 à 2014.

WANG



Les zones économiques spéciales de Shenzhen et Zhuhai à disposition de la diaspora de Hong-Kong et Macao.

fois moins chers. Les exonérations de droits de douane, les allègements d'impôts sur les personnes et sur les bénéfices convainquaient les bourgeois émigrés d'y délocaliser leurs industries et d'y placer leurs nouveaux investissements. Ainsi en 1992, l'industrie hongkongaise employait 800 000 personnes sur Hong Kong même et 2,5 millions dans le Guangdong. La moitié des exportations et réexportations correspondait à de la sous-traitance en Chine.

Ceux des capitalistes qui connaissaient les rouages de l'État chinois, ou qui avaient des connaissances en son sein, étaient particulièrement avantagés. Cela d'autant plus que leurs investissements furent renforcés par ceux des innombrables prête-noms utilisés par les membres des couches dirigeantes chinoises pour recycler dans les ZES les sommes qu'ils détournaient en Chine même. En 1993, un journaliste

fit quelques comptes et estima qu'en trois années, de 1990 à 1992, entre 30 et 40 milliards de dollars étaient sortis de Chine en douce.

Les industriels de Taïwan suivirent ceux de Hong Kong mais dans la ZES du Fujian, de l'autre côté du détroit de Taiwan. Au Guangdong, au Fujian, à Shanghai ou au Hainan, la bourgeoisie retournait au pays, avec l'aval du gouvernement chinois, et les liens, qui s'étaient distendus mais n'avaient pas été rompus sous le maoïsme, se resserraient.

#### LA PEUR DE LA CLASSE OUVRIÈRE

La politique de l'État et le rôle du PCC ont évolué au cours du temps. Car si l'orientation générale – réintroduire le marché et permettre l'épanouissement de la classe dominante et des capitalistes – était claire, il fal-

lait encore fixer les relations entre les entreprises, le parti et l'État. Jusque-là, le parti centralisait tous les pouvoirs et primait dans les entreprises. Le pouvoir chinois relâcha d'abord les liens des entreprises avec le PCC, et plus généralement ceux entre le centre et les provinces, entre les gouvernements locaux et les collectivités, opérant un mouvement général de décentralisation et d'autonomisation de l'économie. Il s'agissait de retirer le parti de la gestion quotidienne des entreprises, de l'appareil d'État et de l'économie, et de préparer la privatisation de celle-ci.

La crise politique qui s'est terminée en bain de sang le 4 juin 1989 place Tiananmen mit un terme à cette orientation. Cette crise avait commencé en 1987 avec l'emballement de l'inflation suite à la libéralisation des prix sur les marchés ruraux. Les tentatives pour juguler l'inflation s'étaient traduites par l'ar-



L'armée massacre, place Tiananmen, le 4 juin 1989.

rêt brutal de certains investissements et le renvoi de nombre de travailleurs, alors que l'enrichissement et la corruption des hauts dignitaires devenaient de plus en plus visibles. Lorsque les étudiants commencèrent à manifester pour les libertés sociales et politiques, ils trouvèrent le renfort de nombre de travailleurs, les unissant dans un même mouvement de protestation contre le régime, ce qui fit craindre le pire aux dirigeants chinois. Leur réaction fut à la hauteur de leur peur. La répression commencée place Tiananmen fit des milliers de morts, 10 000 selon certaines sources.

Les dirigeants chinois n'entendaient pas pour autant abandonner le retour à l'économie de marché. Mais tout en poursuivant la réintroduction du marché, ils choisirent de réinvestir le PCC dans la société chinoise pour en garantir la stabilité. Le PCC est un parti de dizaines de millions d'adhérents, un parti de carriéristes essentiellement, mais qui fournit aux sommets dirigeants des leviers d'action directs et rapides dans toute la société chinoise, doublant l'appareil d'État à de multiples niveaux.

Son intervention dans la société chinoise revint donc en force, d'autant que, pour les di-

rigéants chinois, l'expérience des événements de Tienanmen fut amplifiée par celle de la chute de l'URSS, une chute interprétée par les officiels chinois comme le fruit de la faiblesse du PCUS face aux tendances centrifuges alimentées par les vents libéraux.

Pour continuer la restauration de l'économie de marché, il fallait verrouiller la société et le PCC fut – et est toujours – un instrument essentiel de ce verrouillage.

### LE PILLAGE DE L'ÉTAT

Après la répression de 1989 et quelques mois de pause, les dirigeants chinois relancèrent les « réformes », qui se traduisirent à partir du milieu des années 1990 par une privatisation de larges secteurs de l'économie, sans qu'ils l'assument officiellement. Car si l'État prétendait « *conserver les gros poissons en laissant filer les petits* », c'est-à-dire ne vendre que les petites entreprises, de nombreuses entreprises de taille moyenne furent en réalité privatisées. Les filiales rentables des grandes entreprises d'État ont été dépeçées, vendues, ou mises en Bourse, transformées de fait en entreprises commerciales identiques aux entreprises privées,

tout en conservant un statut officiellement public. En 2001, 86 % des entreprises d'État avaient été restructurées et 70 % d'entre elles avaient été partiellement ou entièrement privatisées. Cette vague de privatisations s'est accompagnée du licenciement de 30 à 40 millions de travailleurs. En six ans, entre 1996 et 2001, l'emploi dans l'industrie manufacturière fut réduit de 40 %. S'il y eut des protestations, elles ne furent que sporadiques et limitées. Le pouvoir chinois pouvait profiter de la démoralisation des travailleurs après la défaite et la répression de 1989.

Une des conséquences de ces privatisations fut l'ascension rapide des directeurs d'entreprises d'État devenus à l'occasion propriétaires ou directeurs généraux d'entreprises privées. Le processus a également profité aux cadres dirigeants des autorités gouvernementales locales. Un rapport sur les entreprises privées révélait en 2002 que, dans 95 % des cas, les anciennes directions étaient devenues les principaux investisseurs ou les nouveaux dirigeants des entreprises privatisées. De même, des dirigeants du parti se sont transformés en investisseurs dans la quasi-totalité des entreprises municipales des grandes villes ou des communes rurales. Selon une autre estimation, 60 % des anciens responsables avaient acheté leur entreprise à l'occasion de cette réforme du système. Cette privatisation permit l'émergence de millions de bourgeois et de petits bourgeois. Les dirigeants chinois tentaient ainsi de se donner une base sociale plus large. Aux étudiants qui rêvaient de démocratie en 1989, ils indiquaient une autre voie : celle de l'enrichissement et des affaires.

### LA VIE DE DESMOND SHUM, UN CAS D'ÉCOLE

La vie de Desmond Shum, qu'il raconte dans un livre –

*La roulette chinoise*, éditions Saint-Simon, mars 2022 – est caractéristique de cette bourgeoisie qui disparut de la scène pendant toute une période mais qui reprit sa place quand les conditions redevinrent favorables.

Contrairement à ce que raconte la quatrième de couverture, Desmond Shum n'est pas le simple enfant d'une famille pauvre. Son grand-père était un célèbre avocat du barreau de Shanghai qui était de ceux qui pensaient que le PC ferait une place à la classe capitaliste pour construire la Chine nouvelle. Il n'avait pas tort mais l'histoire prit plus de temps qu'il ne le pensait. La famille de la mère de Desmond Shum était du même rang social. Avant 1949, son grand-père maternel faisait la navette entre Hong Kong et Shanghai pour gérer ses entreprises. Après la révolution, alors que le reste de la famille avait émigré à Hong Kong, la grand-mère de Desmond revint à Shanghai. Elle eut peu à souffrir du nouveau régime. Les membres de la famille étaient considérés comme des « Chinois d'outre-mer patriotes ». Le PC demanda même au grand-père maternel de Desmond, émigré à Hong Kong, d'y diriger la filiale de la China Petroleum Corporation. La grand-mère n'eut jamais à travailler. Elle put même employer en permanence des do-

mestiques, y compris en pleine Révolution culturelle.

En 1976, alors qu'il était impossible au commun des mortels de sortir de Chine, Desmond et ses parents obtinrent des visas et ils refirent leur vie à Hong Kong. Le père fut recruté par un géant américain du poulet qui avait compris qu'il y avait de l'or à gagner à vendre aux Chinois toutes les parties du poulet que les Américains dédaignaient, à condition d'avoir un intermédiaire qui sache comment écouler la viande dans le pays malgré les obstacles de l'administration.

Tous les dimanches, la communauté des émigrés de Shanghai à Hong Kong se retrouvait pour discuter des premiers investissements dans la Chine en train de s'ouvrir, tout en lisant l'édition asiatique du *Wall Street Journal*... Et en 1989, Desmond partit finir ses études aux États-Unis, lieu de destination privilégiée pour les enfants de dignitaires.

De retour à Hong Kong, il se fit embaucher dans une société qui se faisait fort d'exporter en Chine de la bière sans payer les droits de douane. C'est même un officier de la marine de guerre chinoise qui lui proposa de faire passer la bière en contrebande sur son bâtiment. Il intégra ensuite une entreprise de télécom-

munication qui déploya en 10 mois 10 000 kilomètres de fibre optique, un exploit qui n'aurait pu se réaliser sans la participation à l'entreprise du fils de Jiang Zemin, chef du PCC. Comme le dit Desmond Shum : « *C'est l'association de l'esprit d'initiative et du pedigree politique qui permet le décollage de la Chine (...), un moyen pour les ambitieux tels que moi de faire quelque chose de leur vie.* »

Car Desmond Shum serait resté un capitaliste de petite envergure sans Whitney Duan, sa future femme, et ses relations. Whitney avait adhéré au PCC quand elle travaillait pour l'APL, l'armée. Elle était chargée d'attirer les investisseurs dans la province et commença à construire son réseau. À l'époque, l'APL était un empire commercial de plusieurs milliards de dollars qui investissait dans tous les secteurs, de la vigne à la pharmacie et à l'immobilier. La corruption qui y régnait était légendaire. En 1996, quand le PCC ordonna à l'armée de se délester de toutes ses participations commerciales, la société qu'avait créée Whitney Duan récupéra le marché militaire des fournitures en matériel informatique d'importation.

Les relations de Desmond Shum et de Whitney Duan dans le monde des affaires, leurs connexions avec le PCC et certains rouages gouvernementaux leur amenèrent leurs premiers millions. Mais ils n'atteignirent les sommets qu'avec une troisième personne, celle que Desmond Shum nomme dans son livre *Tante Zhang*, qui n'est autre que la femme de Wen Jiabao, le Premier ministre de la Chine de 2003 à 2013. Shum décrit le rôle de Tante Zhang dans les affaires de leur société comme du parrainage nécessaire pour obtenir les milliards de commandes publiques, une pratique des plus courantes dans le monde capitaliste mais qui se fait là au nom du socialisme. Tante Zhang



Tante Zhang et Wen Jiabao en 2011.



Dans l'usine d'une entreprise chinoise à Shenzhen.

touchait 30 % de toutes les affaires. C'est ainsi que la fortune de la famille Wen se monte maintenant à 2,7 milliards de dollars, et que la mère de Tante Zhang, alors âgée de 80 ans, vit la sienne bondir de 0 à près de 200 millions de dollars...

## L'ÉTAT CHINOIS ET LA BOURGEOISIE CHINOISE AUJOURD'HUI

Aujourd'hui, alors que l'importance du marché s'est considérablement accrue, l'État a conservé une très forte participation dans l'économie, en contrôlant les plus grandes entreprises, notamment les 117 dites stratégiques de la SASAC, (l'agence chargée de la supervision des entreprises publiques), en contrôlant les banques et les marchés financiers, en pilotant la montée en puissance des nouveaux secteurs comme l'aéronautique. De ce point de vue, il ne se distingue pas des États occidentaux. Comme eux, il défend les intérêts généraux de sa classe dominante. C'est ainsi l'État chinois qui a relancé l'économie chinoise et mondiale en 2008, en investissant dans les infrastructures et l'immobilier. C'est lui qui garantit aujourd'hui que la crise immobilière ne se transforme pas en déroute complète.

L'État chinois protège aussi la classe dominante des réactions des travailleurs, dont l'exploit-

tation s'est bien aggravée en 30 ans, et des paysans, régulièrement spoliés de leurs terres que les autorités locales revendent aux promoteurs immobiliers.

Enfin, tout en se faisant l'intermédiaire des capitalistes occidentaux, l'État chinois protège de l'impérialisme les intérêts de sa classe dominante. Ainsi, c'est l'État qui cherche des marchés à l'exportation, comme les « nouvelles routes de la soie », pour tenter de sortir l'économie chinoise de ses limites internes. C'est l'État qui pilote les entreprises sur les Bourses occidentales afin que les plus grandes ou les plus précieuses ne lui échappent pas. Mais depuis que les capitalistes occidentaux ont choisi dans les années 1990 et 2000 d'investir en Chine, c'est aussi l'État chinois qui leur garantit leurs profits en leur permettant d'exploiter une classe ouvrière faite maintenant de centaines de millions de travailleurs qu'il faut tenir en respect. Les capitalistes chinois profitent eux aussi de ces investissements occidentaux, en se plaçant comme sous-traitants ou fournisseurs, ou en acquérant des compétences et des technologies nouvelles.

La classe dominante chinoise doit donc tout à l'État. Elle en est consciente et, si elle l'oubliait, les dirigeants comme Xi Jinping se chargent de le lui rappeler régulièrement. C'est pourquoi les clans au pouvoir peuvent se permettre de mettre un Jack

Ma ou une Whitney Duan sous séquestre, de sacrifier de temps en temps un Bo Xilai au nom de la lutte contre la corruption, ou d'imposer une politique particulière à telle ou telle entreprise, à tel ou tel secteur.

L'État chinois est un État bourgeois qui a réussi à développer une économie et une bourgeoisie chinoises dans un environnement impérialiste. Une telle réussite ne se comprend que parce que l'État s'est mis au service de l'impérialisme, en lui offrant une partie de son marché et de ses travailleurs, et parce que l'État a lui-même dirigé l'économie à une époque où le capitalisme occidental était, et demeure, embourbé dans une crise sans fin et où les bas salaires chinois étaient une opportunité. Les tensions permanentes mais grandissantes entre la Chine et les États-Unis sont là pour rappeler les limites de ce que tolère l'impérialisme dans l'émergence d'une puissance concurrente. Quant au développement de la Chine, il reste tout relatif. Il ne concerne que les zones côtières et les grandes villes, excluant les campagnes où des centaines de millions de personnes vivent toujours dans des conditions arriérées. Il est aussi relatif si on adopte un point de vue global. Le retour de la bourgeoisie des pays impérialistes en Chine pour exploiter une main-d'œuvre sous-payée, et qui a pris le relais des investissements de la diaspora chinoise au début des années 2000, s'est fait au détriment des économies occidentales. Leurs capitaux se sont localisés là où c'était le plus profitable, accélérant le ralentissement des vieilles économies capitalistes. Reste de ce processus l'émergence d'une classe ouvrière maintenant forte de plusieurs centaines de millions de membres, une classe ouvrière qui n'aura pas d'autre choix que de se battre pour ses propres intérêts et de renouer avec les idées révolutionnaires.

*Le 23 juin 2022*



Affiche de Mai 68.

## Renault et les grandes manœuvres dans l'automobile

**Les grands patrons de l'automobile et tous ceux qui se veulent spécialistes se posent la question : l'avenir de l'automobile sera-t-il thermique ou électrique ? Cet article n'y répondra pas, car l'avenir dépendra en réalité du type d'organisation sociale que la société se donnera. Mais pour ce qui est de l'avenir capitaliste, sur cette question comme sur d'autres, le seul critère du patronat sera de savoir comment maximiser ses profits.**

Toute l'histoire du capitalisme repose sur la concurrence, et son moteur est la quête de profit. Cette concurrence peut aller de la simple compétition entre groupes capitalistes jusqu'à la guerre, pour défendre les dividendes de leurs actionnaires. Et comme dans toute guerre, certains ne s'en relèvent pas. Cette course entraîne des restructurations incessantes. Des usines ferment, et les licenciements s'additionnent.

### UNE RESTRUCTURATION QUI N'A PAS ATTENDU LA VOITURE ÉLECTRIQUE

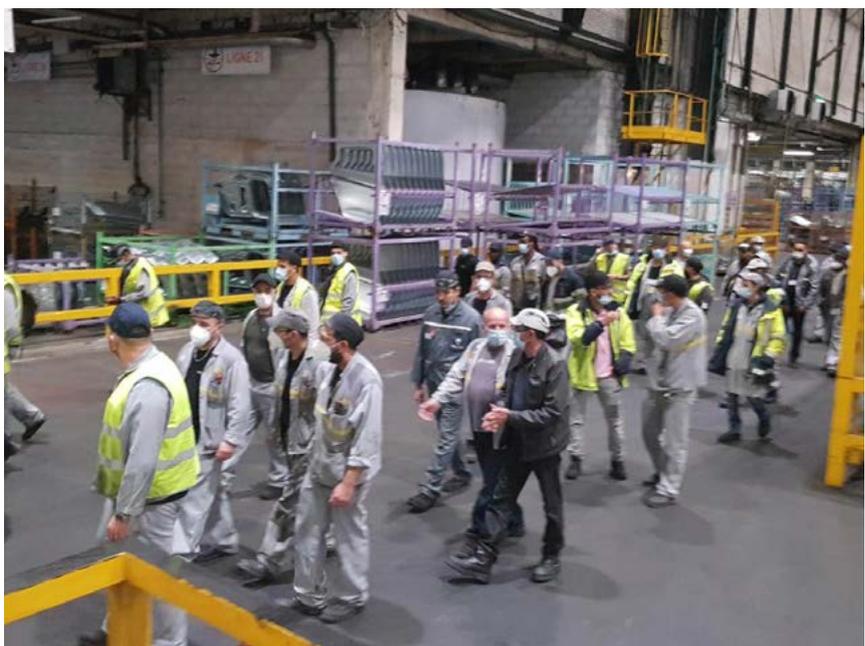
Dans l'automobile, c'est déjà le cas de nombre de fonderies en raison de la baisse du nombre de moteurs thermiques. 15 000 travailleurs produisent dans ce secteur et déjà plusieurs milliers ont été licenciés. Une des dernières fermetures concerne la fonderie Alvanco Poitou Alu (Fonderies du Poitou), à Ingrandes dans la Vienne.

« Renault peut-il s'en sortir ? », s'interrogeait le journal *Les Échos* le 11 juillet dernier : « Nous sommes inquiets pour

*eux.* » Et c'est d'un point de vue patronal qu'il parle du « *plan drastique de 2020 qui commence à porter ses fruits* ». Ce plan incluait 15 000 licenciements – qui se poursuivent au-delà – dans l'ingénierie et les fonderies, la fermeture de l'usine de Choisy-le-Roi, dans le Val-de-Marne, sans compter les menaces sur les milliers de travailleurs de l'usine de Flins. Tel est le terreau des « fruits », c'est-à-dire des profits, que vante le journal.

### LICENCIEMENTS MASSIFS ET PROFITS PRÉSERVÉS

L'annonce des bénéfices des deux groupes Stellantis et Renault au premier semestre de 2022 a sonné comme un aveu. Il ne s'agit pas de produire des voitures électriques pour sauver la planète. Il s'agit, comme disent les PDG de Stellantis et de Renault de « *produire de la valeur* ». Le PDG de Stellantis est



Débrayage à l'usine de Flins en juin 2020.

très clair : « Nous avons choisi de privilégier les véhicules qui font le plus de marge au détriment des autres. C'est le meilleur moyen, de protéger l'entreprise » ; ou, mieux dit : les actionnaires. Les huit milliards d'euros de bénéfices pour le premier semestre 2022 le confirment.

Renault annonce une marge opérationnelle de 988 millions d'euros (4,7 % du chiffre d'affaires). Ce ratio est supposé indiquer la performance d'une entreprise et ses chances de garder la confiance des investisseurs. Ces résultats de Stellantis et Renault montrent que malgré tous les problèmes d'approvisionnement en semi-conducteurs ou de renchérissement des matières premières, les voitures rapportent car elles sont vendues plus cher et avec moins de ristournes.

Par ailleurs, les voitures électriques ne sont aujourd'hui accessibles qu'aux plus aisés. Mais comme le rappelle le journal *Le Monde*, dans les années 1920, les Renault, Citroën, Peugeot et autres Fiat n'étaient-elles pas réservées à une minorité de consommateurs ?

## QUAND LE PATRONAT ÉVOQUE LE « RISQUE SOCIAL »

La restructuration de l'automobile ne date pas de la voiture électrique, mais l'arrivée de cette dernière s'inscrit dans ce cadre. Déjà en août 2019, *Les Échos* écrivaient : « En quinze ans, l'automobile en France c'est 120 000 emplois en moins. Une saignée représentant un tiers de ces effectifs. Ces chiffres tiennent compte des travailleurs intérimaires. » Les constructeurs d'Amérique et d'Europe se lancent prudemment dans la fabrication des voitures électriques. Le tournant est envisagé en 2035, et seulement en Eu-



**En 2016 au Liberia, seuls 6,7 % de la population de la capitale, Monrovia, et moins de 1 % en zone rurale, avaient accès à l'électricité, à des tarifs très élevés.**

rope et aux États-Unis. Le reste du monde pourra conserver ses moteurs thermiques, diesel et à essence.

C'est peut-être le succès de Tesla, le champion du monde de la voiture électrique, annonçant 3,3 milliards de dollars de bénéfices au premier trimestre 2022, qui a fait accélérer la cadence.

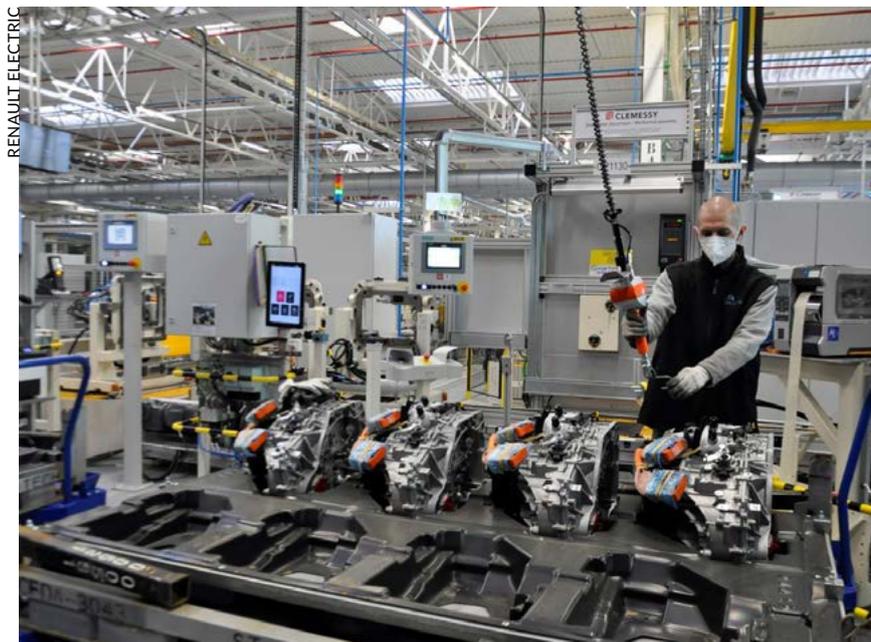
Le PDG de Stellantis proteste car, pour lui, le passage à l'électrique va trop vite et il évoque un « *risque social* ». Le « risque » est clair, car là où trois travailleurs suffiront pour fabriquer un moteur électrique, cinq salariés travaillent actuellement pour fabriquer un moteur thermique à essence ou diesel. Pour le président du syndicat des constructeurs, 65 000 emplois disparaîtraient d'ici 2030.

Selon le syndicat des patrons de la métallurgie et des mines, l'UIMM, le secteur de l'automobile compte 4 000 entreprises et 400 000 travailleurs. C'est une force énorme qui, engagée dans un combat clair pour la défense des intérêts ouvriers, pourrait entraîner d'autres travailleurs et se faire craindre et respecter par la bourgeoisie.

Un tel combat opposera clairement deux camps : eux, les

capitalistes, la bourgeoisie, face à nous, les travailleurs, et à nos objectifs de classe. Il est indispensable, vital d'avoir un salaire pour vivre ! Aussi les travailleurs dans leur ensemble n'auront d'autre choix que de livrer bataille. L'enjeu en sera le maintien des salaires, même si le patronat a moins de travail à proposer, en imposant la répartition de ce travail entre tous. Cette revendication, en devenant une réalité, c'est-à-dire imposée par l'organisation collective et consciente de milliers de travailleurs, serait le début du contrôle de la production. Il s'agit de la seule manière d'empêcher la course aux profits de décider de notre sort, et du début du pouvoir des ouvriers.

En attendant, transformer des usines dans le cadre de la gestion capitaliste, en fabriquer d'autres, imaginer d'autres modèles de voitures demande des années mais aussi des milliards. Les spécialistes disent qu'il faudrait 526 milliards de dollars pour atteindre un ratio de près de 33 % de voitures électriques dans le monde. Pour cela, il faut trouver des investisseurs et des capitaux. Et cette quête a motivé la parution de nombre d'articles de presse, concernant notamment Renault.



**Renault fait fabriquer des bacs de batteries en Serbie (juin 2022). Elle veut en faire produire à Ruitz près de Béthune en imposant une réduction des salaires actuels.**

## RENAULT APPÂTE LES FINANCIERS

Obtenir la confiance des investisseurs n'est pas gagné pour Renault. Aussi, sa direction annonce la division du groupe en deux entités. Elle a décidé de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier, avec d'un côté, le pôle électrique qu'elle nomme Ampère, et de l'autre, le pôle hybride et thermique nommé Horse. Chacun emploierait 10 000 salariés en 2023. La production du pôle thermique se ferait hors de France et Renault ne garderait que 40 % de son capital. Et pour trouver des fonds pour le pôle électrique, des discussions ont commencé avec le groupe chinois Geely et le groupe pétrolier saoudien Aramco.

Pour séduire un peu plus les investisseurs, la direction de Renault envisage d'introduire le pôle électrique en Bourse. Le message est clair : « Si ça marche vous pourrez vous servir en direct. »

Par ailleurs, la direction met du sien pour faire accepter des sacrifices et trouver des complices. Elle a ainsi trouvé l'oreille de tous les syndicats

des trois usines de Douai (Nord), Maubeuge (Nord) et Ruitz (Pas-de-Calais) pour, au nom de la lutte contre le chômage, créer son pôle électrique. L'usine de Douai, devenue filiale de Renault porte le nom de manufacture, pour bien la distinguer. Les trois usines du pôle électrique sont soumises aux mêmes accords, aux mêmes règles. L'une d'entre elles est que les 35 heures ne sont plus payées 39 comme elles le sont chez Renault.

## UNANIMITÉ SYNDICALE... DANS LA COMPLICITÉ PATRONALE

La direction de Renault avance pas à pas, mais avec conviction. En face, les syndicats se révèlent des partenaires responsables.

Pour la CFDT, passer à la fabrication des voitures électriques demande au groupe une rupture technologique qui exigera un projet social stratégique. Quant à FO, si elle demande des garanties pour les salariés, elle encourage à participer à cette « aventure collective » !

La CGT, elle, a distribué le 25 mai, aux portes de l'assem-

blée des actionnaires, un tract, dont le contenu n'indique pas plus une intention de s'opposer au plan de la direction. Son titre est : « Pour la cohésion de l'entreprise, le groupe doit rester uni et indépendant ». Il affirme ensuite la nécessité « d'un plan industriel, social et environnemental ». Rien d'étonnant concernant la CGT, dont c'est devenu une rengaine, ni dans la conclusion de ce tract : « À quand un État stratège pour stopper la désindustrialisation de la France ? » Il ne manque que La Marseillaise et la demande de nationalisation de Renault. La CGT propose par exemple le rapatriement de la production des Dacia, filiale de Renault, dont les voitures n'ont jamais été produites en France... La CGT – et les autres syndicats raisonnent de même – ne conçoit pas que les travailleurs s'opposent au plan de la direction. Encourager les travailleurs à décider eux-mêmes des réponses à apporter aux attaques du patronat est contraire aux idées de tous les appareils syndicaux, jaloux de leur autorité et de leur place dans la société.

Ces appareils syndicaux étaient déjà dénoncés par Trotsky en août 1940 dans son texte *Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste*. Il y décrivait comment les syndicats sont devenus des rouages de l'appareil d'État bourgeois.

## UNE ÉLECTRIFICATION QUI POSE BIEN DES PROBLÈMES

Tout est loin d'être réglé dans cette marche vers la voiture électrique. Comme le titrait le syndicat FO de Renault, nous sommes au début de l'aventure, sauf que c'est celle de la direction, et ce syndicat comme les autres ont choisi la boussole de celle-ci.

Il ne peut y avoir de voitures électriques sans les batteries nécessaires. Pour les fabriquer,



Manifestation contre la fermeture des fonderies, le 8 avril 2021.

d'immenses bâtiments, les fameuses gigafactories doivent sortir de terre. Entre Renault et Stellantis, c'est la course à la plus grosse usine, et à celui qui promettra le plus d'embauches. Ces promesses ont pour seul but d'aider les syndicats à justifier auprès de leur base leur soutien à ces plans et de faire passer les conseils régionaux à la caisse.

La fabrication des batteries nécessite du lithium, du cobalt, de l'aluminium, du manganèse. Le plus grand gisement de lithium est au Mexique, le cobalt se trouve en République démocratique du Congo (RDC) et en Zambie. En RDC, l'exploitation du cobalt est artisanale et les enfants en constituent la principale main-d'œuvre. Au Mexique, le groupe minier français Imerys s'est vu accorder par le gouvernement une prolongation de son permis exclusif de recherches minières jusqu'en 2035. Quant aux trusts

pétroliers, ils pourront continuer à vendre du pétrole hors de l'Europe, mais s'en contenteront-ils ? Pour l'instant, ils se font payer par avance l'éventuel passage à l'électrique avec un prix du litre d'essence et de gazole au plus haut.

L'électrification nécessite aussi des infrastructures coûteuses. Les 60 000 bornes de recharge en France, dont seules 6 % sont publiques, sont déjà insuffisantes. Comme l'a relaté la presse le 30 juillet dernier, plus de dix voitures ont dû faire la queue jusqu'à la nuit sur une aire de l'autoroute A1 devant quelques bornes de recharge.

Par ailleurs, des taxes sur le carburant, dont la consommation diminuera, constitueront un manque à gagner pour l'État. À qui va-t-on le faire payer, et comment ?

\* \* \*

Sur le fond, les prouesses tech-

niques dont la société capitaliste est capable sont utilisées principalement pour le maintien du profit et de l'exploitation. Si l'on ne meurt plus de silicose, puisque les mines de charbon ont été fermées en France, on meurt de faim au Sahel, et en Haïti on peut mourir de soif par manque d'eau potable. Les progrès techniques dans le cadre capitaliste sont en contradiction avec toute véritable avancée sociale pour l'humanité dans son ensemble.

Qu'en sera-t-il de la voiture électrique, hors de prix à ce jour ? Comment résoudre la question du transport des travailleurs s'ils sont encore, en 2035, réduits au travail en équipe en dehors des grandes villes, sans transports en commun adaptés, et celle des déplacements de toute la population pour se rendre dans des magasins éloignés des habitations ?

Bien des techniques permettraient d'économiser des heures de travail, de réduire la souffrance au travail, de donner partout accès aux soins médicaux, à une éducation pour tous les enfants du monde, de fournir l'eau et l'électricité qui manquent à toute une partie de l'humanité, ou des maisons qui résistent au vent, aux cyclones, et protégées des glissements de terrain. Mais rien de tout cela ne se produit.

Si les progrès étaient étudiés et décidés collectivement en fonction des besoins de l'humanité, dans le cadre d'une organisation communiste de la société, les possibilités seraient immenses. Le capitalisme est un frein pour l'humanité tout entière et la nécessité de le renverser est de plus en plus à l'ordre du jour. Il faudra mettre fin à l'exploitation et avoir comme ambition de diriger collectivement la production de toute la société en fonction de ses besoins.

6 septembre 2022



Georg Scheuer, photos de la police autrichienne (1936).

## Les mémoires de Georg Scheuer

**Dans le livre *Seuls les fous n'ont pas peur* (Syllepse, 2002), que vont rééditer prochainement les éditions Les bons caractères et Syllepse, Georg Scheuer (1915-1996) relate ses souvenirs de militant dans une période difficile, de 1930 à 1945, marquée par la crise économique mondiale, la montée du fascisme et la guerre. Pendant toute cette période Scheuer poursuit le combat pour la révolution sociale, en Autriche puis en France, où il se réfugia juste avant l'Anschluss (l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie). Il connut les arrestations, les prisons, les camps en France, et la clandestinité.**

D'origine juive, ses parents étaient membres du SDAP, le Parti social-démocrate autrichien. Celui-ci s'était formé dans les années 1860-1870. Il avait été en butte à la répression pendant une dizaine d'années, entre 1883 et 1891. Puis il était devenu un parti de masse, influençant des centaines de milliers de travailleurs, directement organisés en son sein ou dans une des multiples associations qu'il animait, depuis les secouristes ouvriers jusqu'aux partisans de la crémation. Mais derrière un marxisme de façade, il était rongé par un profond réformisme. En 1914, comme celles de presque tous les partis de la Deuxième Internationale, la direction du parti avait soutenu la guerre, passant dans le camp de l'empereur et de sa propre bourgeoisie. Elle fut totalement surprise lorsque la classe ouvrière, après avoir subi le choc de la guerre, avec son cortège de tueries, de destructions et de misère, se mobilisa à partir de 1916, dans des vagues de grèves successives. Le SDAP fit tout pour contenir cette poussée et pour empêcher le prolétariat d'intervenir consciemment lorsque l'empire des Habsbourg s'écroula en novembre 1918.

Pour maintenir la paix sociale, il développa un programme de réformes sociales, édifiant de nombreux logements sociaux, en particulier dans la capitale, ce qui valut à cette dernière le surnom de Vienne la Rouge.

Né en pleine guerre, Georg Scheuer était trop jeune pour avoir vécu consciemment toute cette époque. À peine commence-t-il, à 15 ans, à s'engager dans les organisations de jeunesse du SDAP, que cette période s'achève. La crise économique mondiale, qui a éclaté en 1929 avec le krach de Wall Street, a atteint l'Autriche en 1931; avec elle les moyens pour développer des programmes sociaux se tarissent. Et surtout la réaction donne de plus en plus de la voix. L'heure n'est plus à construire tranquillement des HLM mais à préparer la classe ouvrière au combat. Ce n'est pas la politique du parti. Cela conduira à la défaite de février 1934 et à l'instauration d'un régime dictatorial. Scheuer chercha une autre politique du côté du PC, qui tenait certes un discours plus radical, mais était déjà gangrené par le stalinisme et allait rapidement prendre le tournant d'une politique d'alliance avec

les démocraties bourgeoises baptisée Front populaire. C'est dans ce contexte qu'il s'engage dans un groupe de militants liés à l'Opposition de gauche trotskyste. Il rompit ensuite, au cours de la guerre, avec les analyses de Trotsky mais continua à militer dans une perspective internationaliste.

La déportation et la mort de ses parents dans un camp de concentration nazi, l'exécution de plusieurs de ses camarades par la Gestapo, l'arrestation par le KGB et la déportation en Sibérie de son plus proche compagnon de lutte, la consolidation du stalinisme, vont profondément l'affecter et, après la guerre, il aura essentiellement une activité d'écrivain et de journaliste. Il nous reste son témoignage émouvant et instructif sur son activité militante dans une époque de profond recul du mouvement; un engagement internationaliste, qui a contribué, avec celui de bien d'autres et malgré toutes les vicissitudes, à ce que les idées révolutionnaires ne disparaissent pas, et que le flambeau puisse être repris.

8 septembre 2022

# Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

# lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.  
Prix: 1,50 €.

**Éditoriaux, brèves, agendas, actualités en régions, vidéos, communiqués... Retrouvez toute l'actualité de Lutte ouvrière sur notre portail: [www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)**

Les exposés du

## Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse: [www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT](http://www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT). Prix: 2 €.

## Les dernières conférences :

**Les banques, un concentré du capitalisme en crise** (n° 168, 20 novembre 2021)

**L'État moderne, de l'époque féodale à nos jours**  
**Un appareil d'oppression au service des classes dominantes, que les travailleurs devront renverser** (n° 167, 31 mai 2021)

**150 ans après, l'actualité de la Commune de Paris de 1871** (n° 166, 20 mars 2021)

**Italie, septembre 1920: l'occupation des usines** (n° 165, L'Internationale, septembre 2020)

**Le jeune Parti communiste: du combat pour créer un parti révolutionnaire au stalinisme** (n° 164, 22 janvier 2021)

Toutes les brochures sont à commander sur la page: [www.lutte-ouvriere.org/publications/commander](http://www.lutte-ouvriere.org/publications/commander)



Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et anti-xénophobes.

Catalogue et commandes sur le site [lesbonscaracteres.com](http://lesbonscaracteres.com).

## Nouvelles parutions

### August Bebel

*Souvenirs de ma vie*

Prix 29 €



### Désiré Nogrette

*Vivre heureux en luttant*

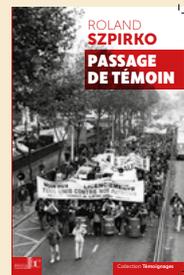
Prix: 13,50 €



### Roland Szpirko

*Passage de témoin*

Prix: 17,50 €



### Paul Palacio

*Souvenirs d'un militant révolutionnaire à Renault-Billancourt*

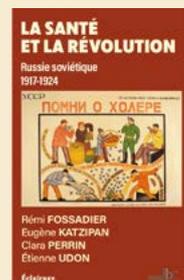
Prix: 9 €



### Rémi Fossadier Eugène Katzipa Clara Perrin Étienne Udon

*La santé et la révolution en Russie soviétique 1917-1924*

Collection Éclairage: 8,20€



# Lisez la presse révolutionnaire internationale!

## AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par  
l'Union africaine des travailleurs  
communistes internationalistes  
P.A.T. – BP 42 – 92114 CLICHY CEDEX  
<http://www.uatci.org>

## ALLEMAGNE



Das rote Tuch – Mensuel du  
Bund Revolutionärer Arbeiter  
Abonnement un an: Allemagne 11 €,  
autres pays 15 €  
Correspondance:  
Das rote Tuch,  
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN –  
ALLEMAGNE  
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

## BELGIQUE



Lutte ouvrière – Arbeitersstrijd  
Correspondance:  
BP 54, rue de la Clef  
7000 MONS – BELGIQUE  
<http://www.lutte-ouvriere.be>  
<http://www.arbeidersstrijd.be>

## ESPAGNE



Correspondance:  
boletinvozobrera@yahoo.es  
APARTADO DE CORREOS – 10210 –  
SEVILLA – ESPAGNE  
<http://www.vozobrera.org>



## ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste  
Abonnement par avion, sous pli fermé  
USA, Canada, Mexique  
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$  
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$  
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND  
21203 – USA  
<http://www.the-spark.net>



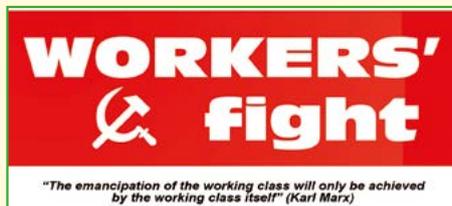
Revue trimestrielle  
publiée par The Spark  
Abonnement par avion, sous pli fermé  
USA, Canada, Mexique,  
un an (4 numéros): 16 \$  
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$  
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND  
21203 – USA

## FRANCE



Hebdomadaire trotskyste  
Prix: 1,50 €  
Abonnements: France – DOM TOM,  
six mois: 25 €; un an: 50 €  
Autres pays, par avion, sous pli fermé:  
nous consulter  
Versements à LUTTE OUVRIÈRE –  
CCP PARIS 26 274 60 R  
[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

## GRANDE-BRETAGNE



Mensuel  
Abonnement: écrire à la boîte postale  
<http://www.w-fight.org>  
contact e-mail: [contact@w-fight.org](mailto:contact@w-fight.org)



Trimestriel publié par Workers' Fight  
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –  
GRANDE-BRETAGNE  
Abonnement 1 an:  
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

## GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste  
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € –  
Pli ouvert: 23 €  
Guadeloupe:  
Combat ouvrier – Philippe Anaïs  
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille –  
97128 GOYAVE  
Martinique:  
Combat Ouvrier – Louis Maugée  
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE  
CEDEX  
<http://www.combat-ouvrier.com>

## HAÏTI



Mensuel révolutionnaire  
internationaliste publié par  
l'Organisation des travailleurs  
révolutionnaires (UCI)  
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI  
e-mail: [vdtravailleurs@yahoo.fr](mailto:vdtravailleurs@yahoo.fr)

## ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier  
communiste  
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO –  
ITALIE  
Abonnement 1 an: 12 €  
<http://www.linernazionale.it> – contact  
e-mail: [linernazionale@tin.it](mailto:linernazionale@tin.it)

## TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)  
Mensuel trotskyste  
Correspondance:  
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –  
GRANDE-BRETAGNE  
<http://www.sinifmucadelesi.net>